Printemps 2018
LE MOUVEMENT ÉTUDIANT, UNE RADICALITÉ EN RECOMPOSITION

SOMMAIRE

• **Chronologie** p. 2

• **Edito** p. 5

• **« Plan étudiants » :**
c'est quoi l'université de Mai 68 que Macron veut remettre en cause ? (Georges Camac) p. 6

• **Sur quelques contradictions**
et le caractère transitoire du mouvement étudiant actuel (Emmanuel Barot) P. 9

• **Après un mois d'occupation de Tolbiac : un premier bilan** (Arthur Nicola) p. 17

• **Après les matraques et l'expulsion du Mirail,**
quelles perspectives pour nos luttes ? (Anna Bronstein) p. 21

• **Débat avec le « black block » :**
les actions du 1er mai ont-elles permis de construire la mobilisation ? (Georges Camac) p. 24

• **Comment défendre le Mirail ?** (Marina Garrisi et Anna Bronstein) p. 28

• **Un nouveau CA pour une nouvelle vie ?**
L'anti-démocratie universitaire à la loupe (Léo Valadim) p. 30

• **Après le printemps 2018,**
quelles bases pour une alliance étudiants-ouvriers ? (Arthur Nicola) p. 33

• **Printemps 2018 :**
nouvelles radicalités et tâtonnements du mouvement étudiant (Marina Garrisi) p. 36

2017

9 novembre • Appel des organisations de jeunesse contre le plan étudiants.

13 décembre **• Début de la grève des personnels et des étudiants contre la fusion à l'Université du Mirail à Toulouse.**

20 décembre **• La réforme de l'accès à l'université, baptisée « projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants » est votée à l'Assemblée nationale.**

2018

20 janvier • Réunion à la Bourse du travail de 300 étudiant.e.s, membres du personnel de l'enseignement supérieur et secondaire. Ils sortent «l'appel du 20 janvier» dans lequel ils exigent le retrait de la loi ORE et de Parcoursup.

26 janvier • Première assemblée générale (AG) à Paris 1 Tolbiac contre le plan étudiants avec 400 étudiants. La grève au Mirail reprend : 500 personnes sont réunis en AG contre la fusion et le plan étudiants.

27 janvier • première coordination nationale de l'éducation (CNE) organisée à Paris avec 200 personnes.

1 février **• Journée nationale de grève appelée par les organisations étudiantes, lycéennes et les organisations syndicales du supérieur. 20 000 manifestants descendent dans les rues dans toute la France.**

A Paris 1 Tolbiac, 800 personnes en AG. 1 200 personnes au Mirail votent le blocage de l'université. Des mobilisations s'organisent également à Marseille, Bordeaux, Montpellier, Rouen ou encore Caen.

6 février • Journée d'action et de grève appelée par une intersyndicale large. Et une grève dans le second degré à l'appel du SNES FSU. On compte 20 000 manifestants nationalement. Le blocage de l'université du Mirail est reconduit.

7 février • Journée d'action, appelée en contradictoire avec la journée du 6 février, à l'appel des syndicats de la FSU.

8 février • 2ème CNE à Paris 3. Deux blocages sont organisés à Rennes 2 et à Nantes.

13 février • 250 personnes en AG à Poitiers, université qui était à la pointe de la mobilisation contre le CPE en 2006.

14 février • 150 personnes en AG à Besançon et blocage de l'université. Blocage à Paris 1 Tolbiac réprimé par la direction qui décide de fermer le centre pour la journée de mobilisation du 15 février.

15 février: **• 3ème journée de grève pour les étudiants et professeurs qui réunit des milliers de personnes. 1000 personnes en AG à Montpellier.**

L'assemblée Nationale et le Sénat adoptent successivement le projet de loi du gouvernement instaurant la sélection à l'université.

17 février • 3ème coordination nationale de l'éducation.

26 février • Début de l'occupation à Montpellier Université Paul Valéry.

6 mars • Le blocage du Mirail est voté en AG pour protester contre la sélection à l'université et la fusion. Le campus est entièrement bloqué.
Évacuation particulièrement violente de l'occupation de l'université Bordeaux-Victoire par les CRS.

20 mars **• L'université du Mirail est mise sous tutelle, le ministère de l'Enseignement supérieur nomme un administrateur provisoire.**

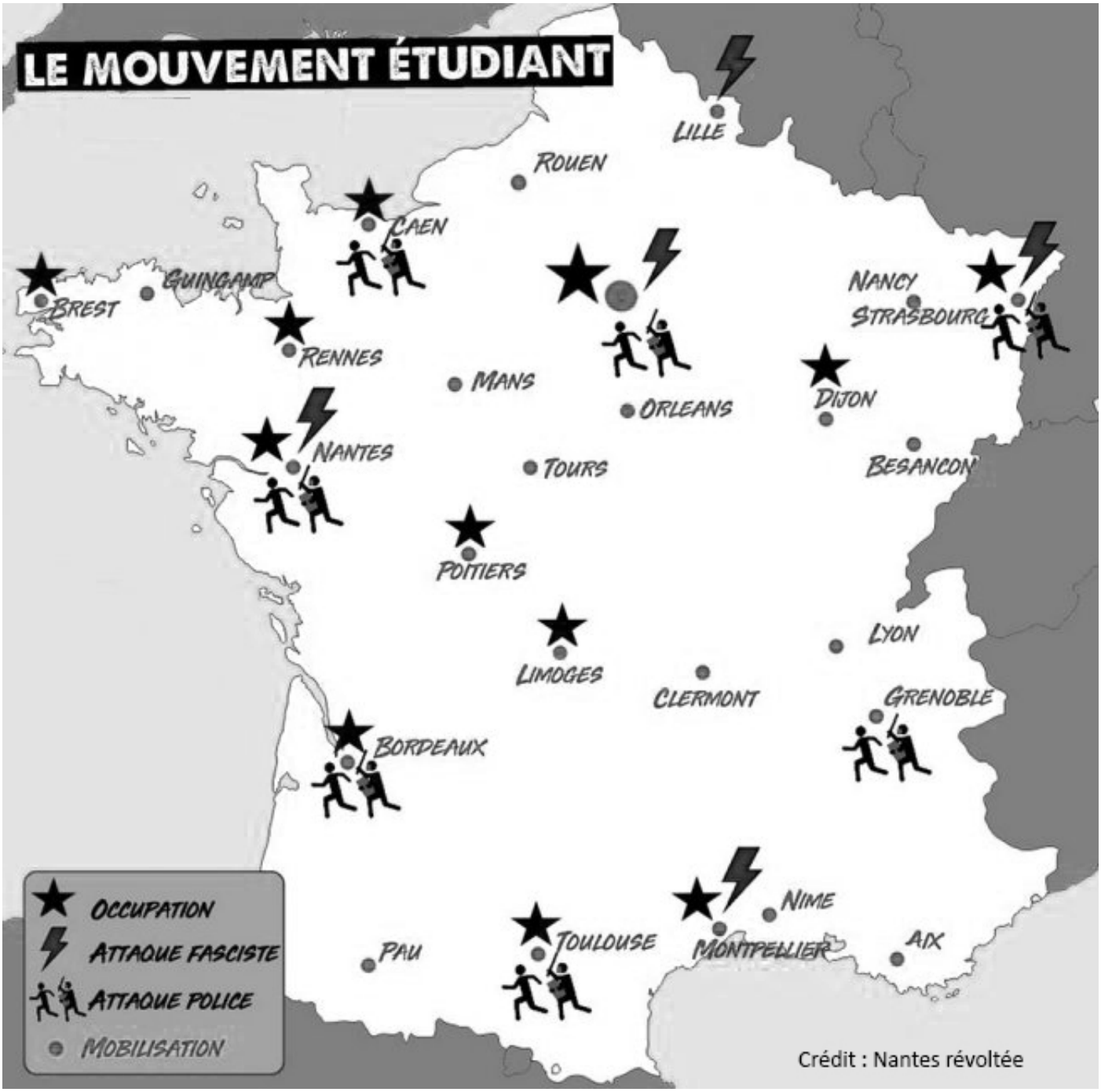
22 mars **• Appel à la mobilisation des étudiants et professeurs aux côtés de la fonction publique, et des cheminots mobilisés contre le rapport Spinetta.**

Un blocus est organisé à Tolbiac Paris 1.

Attaque de militants d'extrême droite dans un amphi de la fac de droit de Montpellier. Le doyen Philippe Pétel est amené à démissionner.

2018

23 mars	• Mobilisations en soutien aux étudiants Montpelliériens.
24 mars	• CNE à Toulouse.
26 mars	• 1800 étudiants en AG à Paris 1. Ils votent le blocus pour une semaine.
27 mars	• à Monptellier 3, le blocus illimité (jusqu'à l'abrogation de la loi Vidal) avec occupation est voté lors d'une AG qui réunit quelque 3 000 étudiants. Le campus est entièrement bloqué.
28 mars	• les facs de Rouen et Caen bloquent contre le plan étudiants et suite à l'attaque fasciste à Montpellier.
3 avril	**• Journée de grève nationale des cheminots. 20 facs sont désormais mobilisées et10 bloquées. De nouvelles universités votent le blocus : Paris VIII, Paris IV, Tours, Nice... A paris 1 est voté le «blocage illimité».**
6 avril	• attaques du site de Tolbiac Paris 1 par des militants d'extrême droite casqués, armés de bâtons et de fumigènes.
7-8 avril	• CNE à Nanterre.
9 avril	**• AG historique à Paris 3 avec 2000 personnes. A Paris 3 et Grenoble les étudiants et personnels votent le blocage et l'occupation.** **Expulsion par les CRS du bâtiment occupé de Nanterre, des étudiants sont arrêtés.**
11 avril	•1 000 personnes en AG à Paris 8.
12 avril	**• Occupation de la Sorbonne évacuée par les CRS.** **Face à la menace de l'évacuation imminente du centre de Tolbiac, les étudiants, personnels, soutenus par les cheminots et d'autres soutiens parviennent à empêcher l'évacuation.**
16 avril	• 5 000 personnes en AG à Rennes 2 appellent à poursuivre la mobilisation.
18 avril	• 20 universités touchées par des blocages, plus d'une trentaine mobilisées.
19 avril	• Tribune de 250 universitaires contre la répression qui touche les universités.
20 avril	**• Evacuation de Tolbiac.**
21-22 avril	• CNE à Paris 8.
23 avril	• Attaque fasciste suivi d'une opération policière pour évacuer la fac à Grenoble. Déblocage de Montpellier 3 par les forces de police.
25 avril	• Metz et Nancy, les facs sont évacuées par les forces de police.
30 avril	• Évacuation de l'occupation de Paris 3.
1er mai	**• Le Mirail, Paris 8 et Rennes 2 continuent de maintenir leurs occupations. Manifestations du 1er mai avec des cortèges étudiants et beaucoup de répressions.**
2 mai	• 1 500 personnes en AG à Nanterre reconduisent le blocage.
3-4 mai	• Manifestation des cheminots, des salariés d'Air France et des étudiants.
5 mai	• Première Coordination Lycéenne Nationale (CLN) à Bordeaux.
9 mai	• L'université du Mirail est évacuée par la police autour de 4 heures du matin. L'université est fermée administrativement.
14 mai	• Evacuation de Rennes 2.
22 mai	• mobilisation unitaire de la fonction publique rejointe par les étudiants et les cheminots mobilisés. Répression au lycée Arago, 102 manifestants, dont de nombreux mineurs, sont inculpés.


LE MOUVEMENT ÉTUDIANT
LILLE
ROUEN
CAEN
BREST
GUINGAMP
RENNES
MANS
ORLEANS
NANCY
STRASBOURG
DIJON
NANTES
TOURS
BESANCON
POITIERS
LYON
LIMOGES
CLERMONT
GRENOBLE
BORDEAUX
NIME
PAU
TOULOUSE
MONTPELLIER
AIX
OCCUPATION
ATTAQUE FASCISTE
ATTAQUE POLICE
MOBILISATION
Crédit : Nantes révoltée

ÉDITO

Léo Valadim, Renaud Nitchivo, Marina Garrisi, Anna Bronstein, Elsa Marcel, Maryline Dujardin, Arthur Nicola

Peu de bilans exhaustifs ont jusqu'ici été publiés sur la mobilisation de ce printemps dernier. Pourtant, comme de nombreux journalistes et camarades ont pu le noter, le mouvement contre la sélection a été un véritable « réveil de la jeunesse » contre une loi qui la concernait en premier lieu, c'est-à-dire les conditions d'accès à l'université. Après l'émergence, durant le mouvement contre la loi travail d'une nouvelle avant-garde dans la jeunesse, le mouvement contre la sélection a confirmé l'émergence d'une nouvelle génération militante, qui s'est politisée au printemps dernier à une échelle de masse. Loin d'être un mouvement « d'agitateurs professionnels », de « professionnels du désordre » comme l'avait dit Emmanuel Macron, le mouvement contre la sélection était en réalité un mouvement avec un potentiel de masse, qui s'est développé extraordinairement dans certaines facultés, avec des Assemblées Générales qui ont dépassé la taille de celles du CPE, comme à Nanterre ou Rennes 2. Malgré ces développements qui ont été fulgurants pour certaines universités, le mouvement étudiant n'a pas su explorer toutes les possibilités que la situation offrait : si 61 % des 18-25 ans étaient opposés à cette loi, un nombre minoritaire d'universités s'est mobilisé, et le nombre d'étudiants en manifestation a souvent été en deçà du nombre d'étudiants en Assemblée Générale. La question n'est donc pas de savoir si le mouvement étudiant pouvait développer une réponse de masse face à une loi qu'il a déjà fait échouer par le passé (comme en avril 68 ou en hiver 1986, lorsque des projets loi introduisant la sélection à l'université ont été retiré suite à la mobilisation étudiante), mais de savoir ce qui a manqué pour qu'une telle mobilisation émerge.

Là intervient ce débat, fondamental, sur les différentes stratégies qui ont traversé la mobilisation étudiante, de Tolbiac au Mirail en passant par Rennes-2 ou Lille. Et c'est bien le but de cette brochure : questionner les logiques politique qui ont influencé et qui ont donné forme à notre combat, que ce soit la question des occupations d'université, des actions du black bloc, ou encore de la convergence des luttes avec la bataille du rail qui se développait en parallèle. Si le mouvement du printemps a pu impressionner par sa radicalité, son panache ou son exemplarité, les limites auxquelles il s'est heurté (comme l'incapacité à massifier les rangs de la mobilisation, d'organiser de grandes manifestations ou encore résister aux évacuations) sont à comprendre notamment à l'aune des stratégies, promues par divers courants autonomes, qui ont traversé les discussions dans les Assemblées Générales. Ces bilans doivent être discutés urgemment pour ne pas, dans un futur proche, répéter les erreurs de ce printemps.

Il s'agit en outre de penser des pistes de recomposition d'un mouvement étudiant qui est lui-même en pleine transition, et qui pourrait prendre plusieurs voies. Si l'issue du combat politique pour l'avenir du mouvement étudiant français est encore incertain, nous devons plus que jamais plonger dans ce combat pour que le mouvement étudiant reprenne, 50 ans après mai 68, son rôle historique, sa capacité à déclencher des mouvements d'ensemble contre les gouvernements à la solde des capitalistes.

Le propos n'est cependant pas d'éditer un bilan qui soit une sorte de conclusion à un chapitre terminé de l'histoire du quinquennat Macron. A l'heure actuelle, celui-ci est plus que jamais affaibli : alors que le gouvernement n'a pas réussi à démoraliser profondément les cheminots (bien qu'ayant gagné du point de vue revendicatif sur le plan ferroviaire), celui-ci a été déstabilisé par l'affaire Benalla cet été, qui a révélé à quel point le « nouveau monde » de Macron n'est en réalité qu'une copie grossière de « l'ancien monde » qu'il entendait mettre à bas. Sur fond de difficultés économiques, d'un ralentissement de la croissance et d'une augmentation du chômage, le récit macronien ne marche plus, au point où ses fidèles lieutenants, de Nicolas Hulot à Gérard Collomb, démissionnent ou commencent à prendre des distances avec le projet macronien. Plus Emmanuel Macron s'engage dans son quinquennat, plus ses faiblesses semblent s'accentuer, Jupiter faisant face à son incapacité de s'assurer une base sociale solide, dépassant par ailleurs Hollande en terme d'impopularité. A la différence près qu'il était le dernier espoir des classes dominantes pour résoudre une crise profonde de confiance dans les institutions de la Vème République. Jupiter, dans son olympe élyséen, semble ainsi avoir perdu tout lien avec la population et suscite une colère toujours plus forte. Si, au sommet de l'État, le maître des horloges ne maîtrise plus le calendrier, le mouvement ouvrier est loin de pouvoir imposer le sien. Non pas que la situation ne le permette pas, mais sa direction, incarnée par les centrales syndicales, joue aujourd'hui le rôle de béquille du gouvernement pour empêcher toute offensive de la classe ouvrière, au moment où la situation se dégage.

Dans cette situation, la jeunesse pourrait, si elle s'en donne les moyens, jouer un rôle important face à Macron : libérée en grande partie des contraintes des bureaucraties syndicales que doivent combattre la classe ouvrière pour jouer pleinement son rôle dans cette période, la jeunesse, parce qu'elle est une caisse de résonance des contradictions qui traversent la société, pourrait se mettre à l'avant-garde d'un combat généralisé contre le gouvernement et le système capitaliste. Cependant, pour jouer un tel rôle, il faudra que le mouvement étudiant tire les bilans politique de ses erreurs passées, à commencer par celles du printemps. Cette brochure vise à contribuer à ce débat.

Un retour en arrière nécessaire

« PLAN ÉTUDIANTS » : C'EST QUOI L'UNIVERSITÉ DE MAI 68 QUE MACRON VEUT REMETTRE EN CAUSE ?

Georges Camac

Avec la mise en place de la sélection à l'université, Macron touche aujourd'hui un des piliers fondateurs de l'université française. Mais quelle est donc cette université issue de Mai 68 ? Faut-il la défendre ?



Si le gouvernement s'en défausse, c'est bel et bien une sélection officielle à l'université que celui-ci tente d'introduire à travers le « plan étudiants » et l'instauration de Parcoursup. La nouvelle plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur va créer un certain nombre « d'attendus » locaux et nationaux qui conditionneront l'entrée dans la filière de son choix. La réforme, si elle s'inscrit dans la continuité d'une sélection officieuse depuis plusieurs années, à travers le tirage au sort notamment, constitue une attaque d'ampleur de l'enseignement supérieur. Elle n'est de plus que la première étape d'un projet d'une université à deux vitesses, entre des filières et des universités « d'élites » d'un côté et « poubelles » de l'autre, qui sera facilité par la mise en place d'attendus locaux. Cet ensemble de réformes constitue une remise en cause du modèle d'université instauré après Mai 68. Mais en quoi consiste-t-il exactement ?

Après-guerre, la massification de l'université

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie va lancer une transformation radicale de l'université avec sa massification. Avant, et en particulier lors du XIXème siècle, l'université est réservée à une élite destinée à former des cadres pour gérer l'Etat et ses administrations. L'ouverture de l'entrée à l'université remplit une double fonction : fournir une main d'œuvre dans le contexte de développement des forces productives, ce qu'on appelle souvent les « Trentes Glorieuses » et assurer la transmission idéologique des valeurs du capitalisme. L'université va jouer un rôle central pour stabiliser les régimes capitalistes après-guerre, en formant une classe moyenne, d'autant plus disposée à soutenir le régime en place et à voter pour les partis dominants qu'elle a l'impression de s'élever.

A partir des années 1960, l'augmentation des effectifs au sein de l'enseignement supérieur est très importante. Selon les chiffres du ministère de l'Enseignement Supérieur, on passe de 309.000 étudiants en 1960 à plus de 850.000 en 1970. En particulier dans l'université où les effectifs sont quasiment multipliés par trois, de 214.000 à 637.000.

Cette augmentation brutale des effectifs va créer des contradictions que les classes dominantes n'avaient pas envisagées. D'une part, les moyens matériels pour accueillir ce monde sont largement insuffisants et les conditions d'étude se dégradent rapidement. D'un autre côté, la discipline universitaire traditionnelle sous le commandement de l'Etat est peu adaptée pour recevoir ce nouveau public, plus nombreux mais aussi plus populaire, même si les classes populaires restent dans une large mesure exclues. Enfin, à la fin des années 1960, les premiers signes de ralentissement économique montrent le bout de leur nez, et l'idée d'un avenir pas si radieux que promis pour les jeunes générations commence lentement à s'installer.

Ce sont ces contradictions de la massification, de l'écart entre les promesses d'une ascension sociale et du modèle de l'intellectuel libre de choisir son emploi, et la réalité de ces usines de production de petits cadres au service du capitalisme que sont les universités, qui va alimenter la contestation dans les universités. Une contestation qui va se cristalliser progressivement, partant d'une remise en cause du fonctionnement de l'université pour déboucher sur une contestation d'ensemble de la société capitaliste et des valeurs qu'elle charrie : l'exploitation de la majorité par une minorité, l'ordre patriarcal, les guerres (en Algérie ou au Vietnam).

Cette contradiction, les classes dominantes les voient très tôt apparaître et essayent de résoudre le problème. Le 24 avril 1968, le Conseil des ministres traite des mesures envisagées pour « contrôler et normaliser la croissance des effectifs des étudiants », ou autrement dit instaurer la sélection à l'université. Ce projet devait alors être présenté à l'Assemblée Nationale les 14, 15 et 16 Mai 1968. On connait la suite…

La conquête d'une université libre et gratuite

Le 20 Mai 1968 démarre ce qui fut la grève générale la plus massive qui ait existé en Franceavec un pic de grévistes estimé entre 6 et 9 millions selon les sources. Un mouvement dont les étudiants auront été l'étincelle. Cette poussée de la lutte de classes, allant jusqu'à mettre en péril le régime gaulliste, va dissuader pour longtemps la bourgeoisie française d'attaquer trop frontalement l'université.

La réforme de l'université qui intervient par la suite, à travers l'adoption de la loi Faure, le 12 novembre 1968, consacre ainsi une université à libre accès pour tous les bacheliers et la gratuité des études universitaires. Des acquis qui restent aujourd'hui intouchés, tout du moins d'un point de vue formel, car la dégradation des conditions d'étude, les frais d'inscription ou encore le tirage au sort dans les filières dites « tendues » instaurent déjà une sélection de fait.

Cet épisode de Mai 68 et du rôle que peut jouer le mouvement étudiant reste un traumatisme pour les classes dominantes françaises qui marchent des œufs quand il s'agit de les attaquer. Un traumatisme alimenté par les épisodes suivants, quand Devaquet avait dû reculer face à la contestation de son projet d'instauration de la sélection. C'est bien pour cela que Macron n'ose pas aujourd'hui avancer le terme de « sélection ». Le rapport d'un de ses conseillers de campagne, Robert Gary-Bobo, qui a fuité il y a quelques moisen est une preuve évidente. Celui-ci prévenait alors « On sait que les groupes syndicaux étudiants peuvent aller assez loin dans la protestation. Cela a laissé des traces dans l'histoire. La prudence peut être exagérée du personnel politique de la droite traditionnelle (le Chirac d'après Noël 86) s'expliquesans doute en partie par l'idée queles étudiantspeuvent catalyser le mécontentement. » Et d'expliquerqu'il fallait « Instaurer la sélection mine de rien ».

Reste que le projet est bien là et qu'il y urgence à le combattre. 50 ans après Mai 68, c'est bien la liquidation d'un des principaux acquis qui est en jeu. Mais pour le combattre, cela suppose de rompre avec les sirènes de « l'autonomie universitaire », héritée elle aussi de l'épisode de 68.

Une autonomie universitaire à double tranchant

Il s'agit même d'un des principales transformations instaurées par la loi Faure : la fin de l'université « facultaire », qui était alors sous l'autorité étroite de l'Etat et la création d'établissements universitaires disposant d'une certaine forme d'autonomie, avec à leur tête des présidents d'université, et des conseils universitaires avec des représentants des usagers. Cette réforme constitue une avancée : elle met fin à la mainmise quasi unilatérale de l'Etat sur les universités, et le formatage étroit des programmes et des parcours. Elle s'inscrit dans la continuité de la remise en cause de l'université, de son matraque idéologique et de sa discipline administrative, par les étudiants de 1968.

Mais force est de constater qu'elle ne s'effectue qu'à moitié, voire moins. Les conseils universitaires instaurés sont tout sauf « démocratiques » et il suffit de voir le peu d'étudiants qui y participent (jamais plus de 10%) pour voir qu'elle ne représente au mieux qu'une façade. Surtout, on ne peut pas dire que l'université d'aujourd'hui soit particulièrement libre : elle reste très sélective socialement et alignée, quoi qu'on en dise, sur les besoins de l'Etat et du patronat, tant sur le plan idéologique que matériel, une tendance qui s'accentue d'année en année. De plus, l'autonomie des universités constitue la faille par laquelle la bourgeoisie tente actuellement d'instaurer une université à deux vitesses.

Enfin, l'autonomie universitaire, si elle est le fruit des mobilisations antérieures, est aussi un moyen de coopter à l'intérieur des universités les secteurs les plus radicaux. Cette volonté est exprimée très clairement par De Gaulle qui décrit, dans ses « Mémoires d'Espoir » (1970), la réforme qu'il a impulsée en ses termes :

« En 1968, l'ouragan soufflera ; dès qu'il aura passé […] l'université sous l'impulsion du grand ministre que j'y aurai appelé, sera, de par la loi, réformée de fond en comble sur la base jusqu'alors réprouvée de la participation […]. Il s'agit de bâtir un édifice tel que tous ceux qui auront à l'habiter ou à l'utiliser (professeurs, administrateurs, étudiants) prendront part directement à la marche, à la gestion, à l'ordre, aux sanctions et aux résultats d'établissements devenus autonomes et qui devront, ou bien fonctionner comme il faut, ou bien fermer leurs portes et cesser de gaspiller le temps des maîtres et des disciples ainsi que l'argent de l'Etat ».

Or, 50 ans après, force est de constater que ce projet a plutôt réussi. Cette défense intransigeante de « l'autonomie universitaire » constitue aujourd'hui un obstacle important à la construction d'un rapport de forces qui puisse remettre en cause les projets du gouvernement. C'est au nom de celle-ci que des enseignants chercheurs s'étaient opposés, en 2009, lors de la loi LRU, au blocage de « leur » université. Surtout, la lutte actuelle, pour être victorieuse, suppose de briser les murs de la fac : de s'adresser largement à tous ceux qui en sont exclus aujourd'hui ou pour qui elle n'est qu'une voie de garage. Pour défendre une autre université libre et gratuite, ouverte aux classes populaires, fermée aux intérêts privés et qui soit au service de la majorité de la population, et pas des privilégiés,

dont le président représente les intérêts. C'est à notre condition que nous pourrons non seulement faire tomber les réformes du gouvernement mais, plus que ça, faire de la lutte pour la défense de l'université un point d'appui de la lutte contre l'ensemble de cette société basée sur l'exploitation et l'oppression.

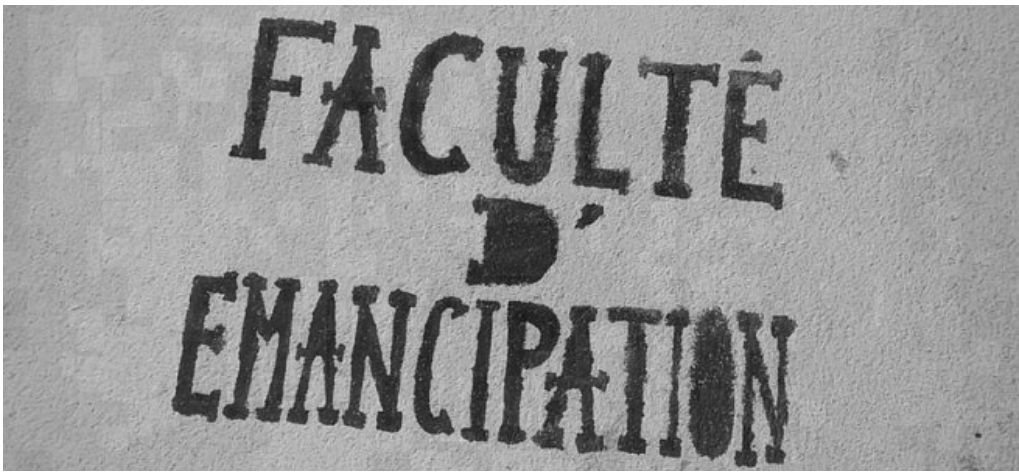
Nous défendons l'université de Mai 68 et ses acquis obtenus de haute lutte. Mais plus que ça, nous défendons la tradition que les étudiants sur les barricades avaient instauré et dont nous héritons aujourd'hui : « de la contestation de l'université capitaliste à la contestation de la société capitaliste ».



SUR QUELQUES CONTRADICTIONS ET LE CARACTÈRE TRANSITOIRE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT ACTUEL

Emmanuel Barot

Le macronisme se fait fort d'attaquer tous azimuts les acquis du mouvement ouvrier et des luttes sociales depuis des décennies, cherchant en premier lieu à faire sauter la digue cheminote. S'inscrivant dans cette stratégie du choc global, emboitant le pas aux contre-réformes destructrices de l'université menées par les gouvernements et présidences antérieures, Macron, Philippe et Vidal sont à la pointe d'une nouvelle offensive, historique, contre la jeunesse.



La volonté d'instaurer, avec la loi ORE et le dispositif Parcoursup, une sélection drastique à l'entrée de l'université, ne fait certes que prolonger l'une des avancées les plus profondes du néolibéralisme à l'université depuis 15 ans : l'ingérence multiforme du capital dans son financement et son façonnement idéologique. Elle en constitue cependant un tournant important, et la crise qui vient de s'ouvrir ouvertement révèle un malaise à la hauteur de cette attaque au long cours. La réponse actuelle de la jeunesse étudiante, même si le mouvement actuel n'a pas encore atteint une échelle de masse, montre qu'elle est loin de l'atonie qu'on lui veut lui prêter en général afin de conjurer le spectre de sa révolte.

La diversité des dimensions du problème et sa complexité exigent une enquête très large [1]. Sans revenir, en particulier, sur l'engagement d'une fraction, réelle mais minoritaire, des personnels enseignants et administratifs à ses côtés, nous abordons ici quelques contradictions ou contrastes particulièrement saillants affectant le mouvement étudiant actuel.

Une situation transitoire : ou, quand l'ancien se meurt et que le nouveau peine à naître…

« A partir du moment où le but est de satisfaire les besoins en cadres de l'industrie privée, il y a forcément une sélection, parce qu'il est faux, contrairement à ce qu'on croit souvent, qu'il y ait une harmonie entre le développement d'une société capitaliste avancée et l'augmentation de la demande de spécialistes qui en résulte. Il y a au contraire une dysharmonie complète. L'augmentation du nombre des étudiants est - heureusement - beaucoup plus rapide que celle du nombre de cadres réclamés par l'industrie. C'est ce qui conduit à dire qu'il y a «trop» d'étudiants. Trop par rapport à quoi ? Par rapport aux besoins de l'industrie, sûrement ! Tous vont se présenter alors qu'elle n'en réclame que quelques-uns : l'Université, conçue pour la servir, éliminera les autres en cours de route. La seule réforme valable - qui serait une révolution - consisterait à inventer une université dont le but ne serait plus de sélectionner une élite mais d'apporter la culture à tous, même à ceux qui ne seront pas des «cadres».

[Mais] La sélection commence évidemment bien avant l'Université. C'est dès l'école primaire que s'opère le premier clivage entre les élus et les parias. »

Jean-Paul Sartre, « La jeunesse piégée », Propos recueillis par Serge Lafaurie, *Le Nouvel Observateur*, 17 mars 1969, in *Situations VIII*, « Autour de 68 », Paris, Gallimard, 1972 (p. 253-254).

Le mouvement étudiant contre la loi ORE et Parcoursup est traversé par une série de contradictions exprimant le caractère transitoire dans lequel il se trouve. La période antérieure de structuration forte par les organisations traditionnelles (UNEF, Solidaires EtudiantEs, organisations de l'extrême-gauche) est en bonne part révolue aujourd'hui. Mais le mouvement étudiant est bien loin de s'être forgée une nouvelle identité. Il se situe donc dans une phase de recomposition active, dont on peut dater le début, nationalement, au mouvement de 2016 contre la Loi Travail, où une nouvelle forme d'existence et de structuration a commencé à tenter de se forger, à tâtons, péniblement. Ce qui induit, comme dans toute situation transitoire par définition hybride, des contradictions, des contrastes, en résumé ce qu'on pourrait appeler (par analogie avec l'usage que fait Trotsky de ce concept pour décrire l'état de certaines sociétés marquées par des combinaisons d'éléments très avancés et d'autres très retardataires), un « développement inégal et combiné » du mouvement étudiant, autant sur le plan de ses formes de conscience que de ses logiques de structuration, d'organisation et d'autoreprésentation. Même si le mouvement est encore in progress et donc susceptible de se trans-

former, cinq contradictions ou types de contradictions nous semblent prédominer. Nous tentons ici de les aborder en partant des plus immédiatement visibles, quitte à procéder de façon un peu schématique pour insister sur les questions qui travaillent en sous-main.

1ère contradiction : des assemblées générales massives sans mouvement de rue

La première contradiction est la plus évidente, c'est celle qui donne du grain à moudre au discours du gouvernement et de Macron selon lequel ce mouvement serait le fait d'une « minorité » de « professionnels du désordre » ou « d'agitateurs professionnels » : autant il y a des AG massives dans un certain nombre d'universités, et des occupations avec une certaine pérennité, autant le mouvement étudiant est invisible ou presque dans la rue à l'échelle nationale - élément renforcé par l'absence, en l'état actuel et mis à part localement à l'image de Tours, du mouvement lycéen.

A l'inverse de la mobilisation du printemps 2016 contre la loi Travail, où les AG étaient réduites alors qu'une avant-garde large de la jeunesse défilait dans les rues, le mouvement actuel à ceci de comparable à celui de 2007 contre la LRU qu'il ne s'exprime quasiment pas vers l'extérieur *en tant que mouvement étudiant* [2]. Par souvenir ou sentiment ancré (par exemple au regard des millions de personnes qui ont manifesté en 2010 contre la réforme des retraites de Sarkozy, sans que cela n'aboutisse à la moindre victoire) de l'inutilité politique de ces démonstrations de masse ? Par dispersion dans de multiples actions locales ? Par peur, compréhensible, de la répression (ce qui la rend d'autant plus facile aujourd'hui, même au-delà du nécessaire) ? Sous la pression énorme des examens de fin d'année, matraquée autant localement qu'au niveau gouvernemental, suffisamment puissante pour démobiliser un certain nombre d'indécis au-delà de la participation aux assemblées générales ? Sous celle du financement des études qui impose à une proportion très importante des étudiants de devoir travailler en dehors de l'université, ce qui rend logiquement moins disponible, en termes de temps et d'énergie, pour manifester ou participer à des actions régulières ?
Autant de facteurs, non exclusifs, qui jouent nécessairement dans la situation, et dont la proportion serait à analyser plus finement. Mais ces facteurs sont indissociables de contradictions plus spécifiques animant le mouvement tel qu'il s'organise au sein même des universités.

2ème contradiction : blocages et occupations : tactiques ou « formes de vie » ?

« Mai 68 : la France vaque à ses occupations » (Graffiti, Hall Science-Po, 1968) [3]

La seconde contradiction, emblématique et sûrement l'élément le plus saillant de l'intérieur, concerne en effet la dynamique des blocages et des occupations. Cette dynamique s'est mise véritablement en marche suite au tournant représenté par l'agression des étudiants mobilisés de Montpellier III par une milice armée. Elle a clairement poussé, dans toute une série d'universités, une avant-garde étudiante parfois très large à s'organiser sur des bases radicalisées, et élevé le niveau de confrontation avec l'institution, mais portant ce risque inhérent d'une coupure avec la masse silencieuse des étudiants. Deux visions « idéal-typiques » des blocages et occupations sont à distinguer face à cette difficulté.

La première conception les considère de longue date comme un moyen d'action pour construire un rapport de forces. Comme toute grève véritable, ce qu'ils bloquent, c'est la normalité, c'est-à-dire le remplissement par l'université de deux fonctions-clés : qualifier une main d'œuvre employable sur le marché en se pliant à ses injonctions, c'est-à-dire sa fonction de machine à produire des diplômés ; s'assurer de l'intériorisation par la masse étudiante des coordonnées ou de la grille idéologiques de l'ordre existant (en matière de soumission à la gouvernance, au marché et à la sélection concurrentielle). Les opérations de blocage suspendent cette double fonction : d'où le chantage aux examens exercé par le gouvernement et ses relais sur le premier volet [4] . Sur le second, pour peu qu'ils donnent réellement lieu à un débat politique et pas seulement à des cours « alternatifs » plus ou moins juxtaposés, ils ouvrent un espace de subversion profond où, justement, le sens, le contenu et les objectifs des études par exemple peuvent être questionnés. Où émergent d'autres façons de réfléchir aux rapports des savoirs et des besoins sociaux. Où, par-delà les revendications sur les moyens et le combat de ces contre-réformes iniques, ressurgit parfois cette idée pas si absurde que produire, apprendre et décider collectivement, en surmontant les hiérarchies de statuts et l'atomisation du quotidien, rend tout le monde plus intelligent [5] .
Mais surtout, ils ouvrent un temps et un espace destinés à favoriser l'émergence d'une politique alternative, et de la politique pour le mouvement lui-même et ses revendications. Ce en quoi leur fonction reste avant tout, dans le cadre d'une lutte sur des revendications spécifiques, celle de moyen tactique (même s'il est éventuellement reconduit durablement). Cela s'oppose à la logique consistant à en faire prématurément ou de façon sous-politique une fin en soi. Entre ces deux conceptions la différence est fondamentale.

La seconde vision en effet concentre une logique *in fine* de repli sur soi, alimentée par un ensemble de facteurs comprenant ceux abordés ci-dessus, et d'autres sur lesquels on revient plus bas, faisant l'objet d'une défense voire d'une théorisation spécifiques. Effet à retardement des logiques type « Occupy », du mouvement des « indignations », mais surtout du modèle particulièrement parlant en France, du fait de l'histoire et du sort actuel de Notre-Dame-Des-Landes, de la « ZAD », la logique des occupations est fortement marquée, tout particuliè-

rement sous l'influence des courants autonomes (aussi divers soient-ils), par la « logique du squat » et de la « forme de vie alternative ». Cette logique vise à coaguler les colères, en faire le combustible d'une alternative communautaire, rompant avec l'atomisation quotidienne comme la soumission aux formes de la propriété privée, et de la gestion disciplinaire de l'espace et du temps, au final, au profit d'une logique de type « communisme ici et maintenant ». De là, occupations et blocages tendent à devenir leur propre fin, une fin en soi, sur le modèle de l'enclave alternative, éthico-affinitaire, du micro-monde en rupture avec une société devenue insupportable sur tous les plans. Subjectivement compréhensible, cette logique, face à la difficulté à mobiliser à une échelle plus de masse, contribue cependant in fine à cette dernière tout en s'appuyant dessus pour se justifier, ce qui en fait une logique objective de l'impuissance.

Ces deux conceptions s'entrecroisent ou s'entrechoquent à des degrés divers [6] , avec tous les dégradés intermédiaires imaginables, chaque situation locale en exprimant, selon sa trajectoire propre et l'état des forces politiques organisées en présence, une combinaison hybride et mouvante. Dans leurs formes les plus politiques, elles visent également à la construction d'un rapport de force contre le pouvoir, le gouvernement, et ses appareils idéologiques (médias) comme répressifs. Mais leurs options stratégiques restent profondément divergentes.

3ème contradiction : enjeu de la démocratie et défis de l'auto-organisation

« Laissons la peur du rouge aux bêtes à cornes » (Graffiti, 1968, Beaux-Arts) [7]

Cette divergence s'exprime en particulier, reflet d'un déficit d'expérience et de tradition, sur le terrain de l'auto-organisation démocratique, en termes de vie et de construction du mouvement. Le degré de conflictualité entre ces deux logiques ne peut qu'avoir une incidence sur le fonctionnement plus global du mouvement, sa construction, la physionomie des assemblées générales, et leur capacité à être le lieu par excellence de l'élaboration démocratique de la politique de la lutte.
Ce principe fondateur du mouvement révolutionnaire selon lequel *« l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »*, dès qu'on le décline comme méthode propre de construction des luttes, suppose ici que le centre de gravité politique du mouvement étudiant soit les assemblées générales, comme lieu où se discute et se décide, en totalité, à la fois l'organisation du mouvement, sa structuration, et l'ensemble des revendications dont il doit se doter. La volonté explicite de certaines franges du mouvement autonome de contourner sinon de casser les cadres d'auto-organisation de ces AG, au nom du noyautage bureaucratique (réel ou prétendu) de ces derniers par les organisations (syndicales et politiques) traditionnelles, est en réalité aussi *une forme de bureaucratisation et de captation anti-démocratique du mouvement*. Il contribue à accroître la déconnexion entre occupations, actions et AG, mais de ce fait aussi à sous-politiser ou dépolitiser les assemblées générales elles-mêmes, les réduisant à l'arène d'un débat réduit par exemple à la question du blocage ou des examens. Naturellement cela conduit à ce que la politique se pense et se fasse dans leur ombre ou à leurs marges.
Si des AG intersectorielles de secteurs en lutte, par exemple interprofessionnelles, étaient véritablement possibles, elles fourniraient un complément central à la structuration de l'auto-organisation à l'échelle, par exemple, d'une ville. Mais quand des AG dites « de lutte » ouvertes à n'importe quels groupes ou individus, sont prônées en opposition aux AG spécifiquement étudiantes (comme si celles-ci n'étaient pas aussi des AG « de lutte »…), prétextant leur corporatisme, leur noyautage, ou encore derrière l'absolutisation sans contenu de la « convergence des luttes » (sur quoi nous revenons plus bas), *c'est de ce fait l'existence et la nécessité d'un mouvement étudiant en propre qui se retrouvent niées.*

Concrètement, si les AG étudiantes (ou communes personnels-étudiants) n'ont plus cette totale souveraineté politique au sein même du mouvement, chacun ou chaque courant au sein de ce dernier peut y aller de son lobbying plus ou moins affinitaire en faveur de ses propres priorités, des activités ou actions qu'il juge juste, hors de tout contrôle collectif… D'où un régime de dispersion « multitudinaire », dont les contrastes dans la représentation et l'usage des blocages et occupations comme l'existence de deux cadres de coordination au plan national sont les échos. Un tel régime de dispersion nuit autant à la construction d'une conscience politique propre du mouvement étudiant, qu'à la démocratie et à l'efficacité de ses mobilisations. En définitive, c'est encore ce qui fait de l'auto-organisation la plus large possible, comme condition du débat politique sur ses perspectives et son orientation propre, un principe capital pour et en vue de tout mouvement étudiant de masse puissant et coordonné avec l'ensemble des autres luttes de classes.

Cristallisation des contradictions : l'absence de direction et de coordination unifiée au plan national

Il existe actuellement deux « coordinations nationales » principales de la mobilisation étudiante . Une « des luttes » (CNL) essentiellement animée par la mouvance autonome, l'autre « des étudiant-es » (CNE), qui cherche à actualiser les cadres des CNE qui ont structuré les mouvements antérieurs [8]. Le type de structuration des CNE antérieures s'est considérablement transformé dans les dernières années. Du fait combiné, d'abord, d'un discrédit croissant des appareils traditionnels qui y prédominaient jusque-là (à l'image de l'UNEF et ses manœuvres bureaucratiques ou boutiquières), et de l'affaiblissement tout court de ces appareils, en particulier

les anciens satellites directs ou indirects du PS (UNEF, MJS, JC, UEC), dans la foulée de l'effondrement de ce dernier. Cela en a produit un « affaiblissement » au sens où un certain nombre d'habitudes et de méthode d'organisation se sont perdues du même mouvement. Mais, à l'image de la crise des médiations et de l'encadrement réformistes caractéristique des périodes de « crise organique », cela ouvre à des possibilités d'auto-organisation renouvelées sur des fondements beaucoup plus démocratiques et des bases radicales, issues du cœur des mouvements locaux. Même si la FI, de son côté, s'efforce de capitaliser un maximum, dans le principe un peu plus à gauche, sur la crise de ces organisations plus traditionnelles, et d'augmenter sa pénétration dans la jeunesse, elle n'est malgré tout pas capable de faire la différence, et va parfois jusqu'à compenser en reconduisant à son tour ces pratiques anti-démocratiques injustifiables. C'est l'ensemble de ces organisations-là qui se trouvent dans une situation où elles n'arrivent pas à constituer une direction crédible du mouvement.

En résumé, cette faiblesse inédite de relais des organisations traditionnelles dans le mouvement desserre l'étau bureaucratique qui a pu sévir par le passé, limite les possibilités de contention et donne plus de possibilités objectives à l'auto-organisation. Mais simultanément, l'absence d'organisations suffisamment mûres capables à échelle nationale de proposer une véritable alternative, même si le NPA jeunes par exemple, certains collectifs ou syndicats locaux, travaillent en ce sens, finit également par constituer un autre type de frein au mouvement. D'où une perte d'hégémonie de ces cadres, et un terrain laissé relativement vacant sur lequel, de fait, les logiques et politiques autonomes trouvent à se développer. Une fois n'est pas coutume, ces dernières sont un symptôme parlant de la situation de transition actuelle : cette dualité des coordinations, même s'il existe des possibilités de les rapprocher auxquelles il faut travailler, cristallise en l'état l'absence de direction nationale unifiée du mouvement, est donc une plus grande preuve de son immaturité politique.

Il est frappant de voir que la condamnation des réformes et de la répression, la conscience de la nécessité de s'organiser localement comme nationalement, jusqu'à l'appel à la grève générale, sont communs à la CNL et la CNE, par exemple dans son dernier appel (Paris 8 Saint Denis, 21 et 22 avril). La persistance de cette dualité de coordinations ne peut signifier qu'une chose : par-delà des préoccupations générales communes et des homologies dans la lettre, des divergences sur l'auto-organisation, le rôle des assemblées générales démocratiques, la stratégie, et sur le sens et les conditions de construction de le « convergence des luttes » (comme on va y venir ci-après) à une échelle de masse, continuent de jouer à plein.

4ème contradiction : une « convergence des luttes » polysémique

Pour analyser cette polysémie, repartons d'abord de l'hypothèse selon laquelle le mouvement étudiant actuel n'est pas (pas encore) un mouvement de rue, notamment parce qu'il pâtit du manque de perspectives dans la situation d'ensemble (les cheminots ne sont pas en reconductible, il n'y a pas de perspective de grève générale etc.), comme on l'a évoqué plus haut, mais aussi parce qu'il manque de perspectives propres, c'est-à-dire concernant la lutte *sur le plan de l'université même*. « Manque de perspectives », c'est-à-dire d'abord opacité ou insuffisances sur le plan des objectifs et de fins qui lui soient propres, suffisamment conscientisées, résultats d'une confrontation d'idées suscitant un assentiment majoritaire, et suffisamment convaincantes sinon enthousiasmantes pour alimenter un engagement durable et large. Bref, une carence sur le « programme », c'est-à-dire sur *ce pour quoi* il faut lutter. Mais aussi et corrélativement carence sur *comment* lutter, qui alimente le doute sur les moyens, stratégiques et tactiques, susceptibles de gagner contre le gouvernement.

Face au rouleau-compresseur de la dernière décennie, et au sentiment social encore ancré selon lequel une victoire sera très difficile, on peut considérer que joue à plein la persistance pour des raisons combinées, un scepticisme encore tenace, lisible en filigrane, sur les possibilités du mouvement. Une tentative de réponse, croisant ce double manque de perspectives, s'exprime cependant par l'aspiration plus présente que jamais à la « convergence des luttes ». Mais le contenu et les formes de ce leitmotiv généralisé sont eux-mêmes extrêmement hétérogènes. La « convergence des luttes » a remplacé le « tous ensemble » (de 1995 par exemple). Mais alors que le « tous ensemble » est un slogan, un mot d'ordre aussi symbolique que politique, la « convergence des luttes » joue en apparence sur un terrain plus stratégique (appeler à la « convergence », c'est constater l'existence d'une multiplicité de luttes, et estimer nécessaire de les combiner pour faire poids contre l'ennemi commun et ses politiques). Mais en réalité elle joue le rôle d'une formule fourre-tout qui ne présume en rien de ses voies de sa concrétisation. On peut en distinguer schématiquement là encore, deux conceptions « idéal-typiques », la réalité se chargeant d'en présenter, de même que pour le rapport aux blocages et occupations, toutes sortes de combinaisons intermédiaires.

Le premier type de conception est celle de la convergence conçue comme coagulation de luttes diverses et variées, vues comme essentiellement indépendantes, chaque lutte en valant une autre, mais dont l'unification est cependant nécessaire en raison de l'existence d'un ennemi commun (le gouvernement et ses politiques antisociales, réactionnaires, répressives etc.). Ici c'est l'ennemi qui est le principe unificateur, qui est le principal sujet de l'affrontement. Cette conception est très enracinée dans la constellation post-marxiste, traverse autant les courants autonomes que le néoréformisme et le populisme de gauche de type Laclau-

Mouffe, et donne évidemment lieu à des variantes importantes. Ces dernières (et le mélenchonisme en est le prolongement politique) pensent par exemple la convergence au nom et au service d'un « peuple » éminemment flou, contre les élites, conception qui dissout totalement les frontières de classe et opacifie, par exemple, la relation spécifique étudiants-travailleurs.

Face à cette conception verticaliste, l'option plus horizontaliste de type Toni Negri, celle des « multitudes » comme autant de sujets politiques indépendants, devant se rencontrer pour faire bloc, anime, consciemment ou non, les courants plus autonomes. Certains au sein de ces derniers, à l'image de ceux influencés par le Comité Invisible, radicalisent la question de l'ennemi, moyennant le prisme d'un Foucault par exemple, selon lequel cet ennemi commun n'est pas tant, en tous cas pas seulement, le gouvernement, mais le « pouvoir » se logeant partout et tout le temps, en tout un chacun. L'approche conduit alors démultiplier le flou sur les revendications et les priorités, sur la distinction entre tactique et stratégie, et conduit à saper à la base l'idée pourtant centrale de cette « convergence » : à savoir la nécessité de construire un front commun, opérationnel, contre un adversaire identifié comme principal au moins conjoncturellement [9]. Mais un élément commun à ces variantes parfois formellement très différentes, élément déterminant, est l'invisibilisation (ou en tout cas, très forte minoration) de la classe ouvrière comme centre de gravité de l'alternative à construire – élément qui constitue, dans un certain nombre de cas et même si ce n'est pas conscient, le fondement objectif de certaines alliances de fait entre la FI et les courants autonomes.

Face à cette conception de la convergence-juxtaposition soit sans principe structurant, soit avec un principe structurant mais éthéré, illusoire ou carrément mystificateur – le « peuple » de Mélenchon par exemple est bien un « signifiant » extrêmement « flottant », comme le revendiquait Laclau – une conception opposée de la convergence part de la centralité de la classe travailleuse, et se pense comme *unité de résistance et d'offensive fondée sur un point de vue de classe*, contre l'ennemi commun et ses politiques réactionnaires. Une telle unité doit pouvoir s'exprimer au travers d'un « programme commun » de revendications défensives comme offensives, c'est-à-dire exprimant l'existence d'intérêts communs, et capable de s'incarner en une force de frappe régulièrement unifiée dans l'action. Cette conception de la « convergence des luttes » est une conception de l'hégémonie politique fondée sur l'idée que le centre de gravité de la situation est la lutte de classes, que toute victoire réelle doit s'appuyer sur les intérêts communs de la majorité des exploités et opprimés ou cibles des attaques (et, lorsqu'il peut y avoir tensions ou mêmes divergences de classe, par une politique d'alliances bien ciblée). Ici le principe structurant ce n'est pas l'ennemi à lui seul : c'est aussi le sujet social, ouvrier et populaire, avec le mouvement étudiant comme une de ses fractions ou allié majeurs, tel qu'il à être consciemment reconstruit en vue d'une action de masse, aux antipodes de toute logique minoritaire ou substitutiste.

Entre ces deux conceptions, par-delà les similitudes formelles et indépendamment du fourmillement d'actions ponctuelles de convergence (manifestations, rassemblements, meetings blocages d'axes routiers, etc.) qui peuvent mobiliser tout le monde, le fossé reste potentiellement énorme et en permanence ouvert à dislocation.

5ème contradiction : entre tendances à la dissolution et réactions corporatistes

Dans le prolongement direct de cette dualité, l'immaturité du nouveau mouvement étudiant peut se mesurer à l'aune de deux écueils opposés, qui s'alimentent mutuellement, et qu'il faudrait simultanément dépasser. D'un côté, l'écueil corporatiste, selon lequel le mouvement étudiant devrait *seulement* s'occuper de ses revendications purement « sectorielles », ce qui évidemment s'oppose par principe à toute logique de convergence. Cet écueil est le moins visible actuellement, notamment parce que les organisations qui le portent traditionnellement sont en crise profonde ou qu'elles peuvent difficilement l'assumer dans le contexte actuel, et existe avant tout sous forme de réaction épidermique à l'écueil le plus évident qui est la tendance (fût-elle aussi contradictoire) à la *dissolution*, à se laisser happer par le premier type vision, erroné, de la convergence. Un symptôme, par-delà les revendications immédiates, est que les étudiants mobilisés se pensent encore très peu, parfois pas du tout, comme un sujet politique spécifique, ayant ou devant avoir un programme et une orientation propre.

Par-delà les revendications défensives contre ORE et Parcoursup ou la question des moyens matériels (plan de financement, de créations de postes, de locaux etc.) – types de revendications auxquelles se réduisent, quand elles existent, les conceptions et réactions corporatistes –, on peut constater, à une échelle large, une grande faiblesse sinon une absence de réflexion profonde et en propre, *pleinement politique et idéologique sur l'université telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être*, réflexion sur la base de laquelle le mouvement étudiant pourrait reconstruire son identité et sa force propre, et sur cette base, aux antipodes du corporatisme, redevenir un fer de lance de l'alliance stratégique ouvrière-étudiante, au sens de la seconde conception résumée plus haut de la « convergence des luttes ».



Trois dimensions d'une identité historique à reconstruire

Le mouvement étudiant actuel est, comme traditionnellement par le passé, animé par une volonté et un affect de solidarité profond avec l'ensemble des luttes existantes (travailleurs, cheminots, Notre-Dame-Des-Landes, migrants…). Mais ni volonté ni affects ne suffisent pour construire une stratégie, et le flou régnant autour de la « convergence » est le reflet de cette faiblesse d'élaboration. Au titre du débat qu'ouvre la situation transitoire actuelle, des éléments de caractérisation matériels, objectifs (sociologiques, économiques, historiques) comme subjectifs (du point de vue du rôle politique), sont essentiels : nous en évoquerons trois.

(i) Bien qu'elle soit structurellement polyclassiste, une fraction importante de la jeunesse étudiante, par-delà ses origines sociologiques, constitue dorénavant elle-même une frange du monde du travail contemporain (contrairement aux années 68, où justement l'Université était réservée à une fraction d'élite, aux enfants des classes supérieures). Quasiment la moitié des 2 millions et quelques d'étudiants en France doivent travailler, c'est-à-dire se faire exploiter au travers de multitudes d'emplois et contrats ultra-majoritairement partiels et précaires, pour payer leurs études. Le milieu étudiant, suite aux réformes de l'après-68 qui ont « massifié-démocratisé » l'université, est traversé de contradictions objectives pour cette raison : il a énormément grossi, s'est complexifié, et s'il est traditionnellement une caisse de résonance des malaises de la société toute entière, il l'est aussi pour les contradictions de classes qui la caractérisent. Des intérêts contradictoires affectent donc la « jeunesse étudiante », raison pour laquelle elle est aussi le théâtre d'affrontements de classe. Mais, simultanément, et bien que sociologiquement la proportion d'étudiants issus des milieux les plus ouvriers et populaires y reste minoritaire, la réalité de sa condition sociale et économique le rapproche tendanciellement à une large échelle de la condition ouvrière d'aujourd'hui, avec des degrés de prolétarisation parfois scandaleusement avancés.

(ii) Cela renforce la possibilité de renouer avec son rôle historique sur le plan politique, qui est double. D'abord, celui d'une « avant-garde tactique », c'est-à-dire d'un détonateur explosif au regard du mouvement ouvrier (en particulier lorsqu'il investit très visiblement la rue, et face à la répression). Ce rôle est favorisé par le fait que le mouvement étudiant n'a malgré tout jamais été encadré par des organisations aussi fortes que celles du mouvement ouvrier (aussi en crise les grandes organisations syndicales soient-elles actuellement). Mais cela se prolonge au niveau de son rôle d'*allié stratégique du mouvement ouvrier* contre le pouvoir du capital. Seuls, les étudiants ne peuvent pas faire reculer le gouvernement, en particulier parce qu'ils ne peuvent bloquer le noyau dur de l'économie. En revanche, ce qui fait peur à tous les gouvernements, c'est lorsqu'ils se lient avec les travailleurs et utilisent leur inventivité et leur capacité d'entraînement en ce sens (comme en 1968, 1986, 1995, 2006…).

(iii) Le mouvement étudiant sera d'autant plus fort qu'il redeviendra subjectivement capable, en repolitisant pleinement ces possibilités et ces spécificités objectives, de remettre en chantier le sens et les missions de l'université (au-delà des débats ou cours « alternatifs » pouvant se tenir ici ou là en marge des assemblées générales) et de se re-massifier à échelle suffisante au sein même de l'université, en se donnant comme but de réinvestir l'espace public en son nom propre, en partant des spécificités de son milieu, de ses conditions d'étude et de travail, des besoins sociaux spécifiquement attachés, etc. Mais cela n'a rien à voir *a priori* avec le moindre corporatisme dès lors qu'on a en tête que ceci constitue un premier niveau, *et non le tout*, de la perspective. En effet, plus il sera puissant et conscient sur ses bases propres, plus il aura de facilité à massifier ses combats en s'en pensant comme sujet spécifique. Et plus il sera capable, in fine, prolongeant ses propres revendications, qui ne peuvent qu'aboutir, dans une société de classes, à rejoindre celles des autres luttes, de jouer son rôle d'allié stratégique puissant de l'ensemble des travailleurs et des combats contre l'oppression. Par exemple la construction collective de meetings de convergence importants, avec les cheminots en particulier, comme celui de Toulouse le 10 avril 2018, co-organisé par les étudiants et personnels grévistes (mais aussi, par-delà les différences de contexte et de résultats, à Tolbiac, à Montpellier), démontre le fait que sur la base de ses propres forces et de ses propres préoccupations, la possibilité d'une convergence réelle se trouve justement renforcée.

« J'emmerde la Société, mais elle me le rend bien » [10]

Mais pour aller au-delà de réussites ponctuelles et construire les choses dans la durée, le renforcement qualitatif à la fois de son « programme » (c'est-à-dire d'un ensemble d'objectifs et de revendications propres) et de sa « méthode » (la plus démocratique et ouverte possible), est incontournable, et constitue un quatrième volet majeur du débat. Les étudiants (de même que les personnels des universités, enseignants, administratifs, techniques, etc.,) ont raison de se révolter. Cette révolte est actuellement marquée par une rupture de continuité importante, en matière de traditions et de réflexes. Ce n'est pas étonnant, à l'échelle nationale, le dernier véritable mouvement de masse victorieux des étudiants remonte au CPE en 2006. Ce sont deux à trois générations d'étudiants qui, de fait, ne sont pas passées par une telle expérience cruciale. Mais nous sommes aux débuts d'un renouveau.

Dans l'immédiat de la conjoncture, l'instabilité de la situation interdit d'en écrire prématurément la suite. L'entrée des lycéens dans la danse (au sortir des premiers résultats des vœux sur Parcoursup, par exemple), pourrait faire flamber à une toute

nouvelle échelle le mouvement tel qu'il existe présentement. De même qu'une radicalisation de la grève des cheminots pourrait l'attiser. Mais une chose est certaine : la tâche d'explication au service de la massification, pour reprendre la rue avec une force nouvelle, un effort redoublé sur le terrain de la bataille d'opinion pour convaincre largement, atteignent une situation d'urgence critique au vu de la pression croissante aux examens et la très proche fin des cours. L'avant-garde mobilisée, aussi hétérogène soit-elle, est donc face à une tâche difficile : il faut se donner le maximum de moyens pour convaincre les plus grandes franges possibles de la « masse silencieuse » que leur avenir comme celui de l'université vaut bien, au moins temporairement, la grand-messe des examens.

A l'échelle plus structurelle et historique, en revanche, la révolte seule ne suffira pas. En vérité l'université doit être véritablement révolutionnée – perspective d'une vaste « réforme intellectuelle et morale » reposant sur un programme de transformation sociale et économique profonde, aurait dit Gramsci. Outre les revendications défensives et matérielles, un tel programme devrait poser à nouveau, sous tous les angles, la question de la démocratie à l'université, de son régime de pouvoir, de ses hiérarchies institutionnelles, symboliques, pédagogiques et mettre en avant l'abime qui sépare l'université d'aujourd'hui, de celle que nous sommes légitimés à souhaiter. Nous devrons donc discuter des fins, autant que des moyens requis pour les atteindre. Et comme la physionomie, les contradictions et la crise actuelle de l'université sont forgées par la société de classes dans laquelle nous vivons, par voie de conséquence, cela nous imposera de réfléchir à quelle société nous voulons mettre à la place, et comment la conquérir.

NOTES

[1] Beaucoup de choses ont été récemment publiées. Cf. par exemple ledossier publié dans Contretemps « Dossier : l'Université saisie par le néolibéralisme, entre marchandisation et résistances » ; sur Parcoursup voir par exemple, Philippe Blanchet, « Idéologique, injuste, infaisable… », 7 avril 2018 ; sur « la destruction de l'université française », cf. l'entretien avec Christophe Granger au sujet de son livre de 2015 qui porte ce titre.

[2] Cf. par exemple Hugo Melchior, « Où va le mouvement étudiant ? », 24 avril 2018, sur cette contradiction : « Pourtant, un paradoxe saute aux yeux quand on s'emploie à analyser de façon concrète l'état du mouvement actuel : la multitude d'AG, les « grèves actives » ne se sont pas traduites jusqu'à présent par un mouvement de masse dans l'espace public. Cette situation problématique pour les opposants à cette réforme n'est pas inédite. Elle peut rappeler, même si les contextes sont différents, la mobilisation de l'automne 2007 lorsque des étudiants, des lycéens et des enseignants-chercheurs décidèrent d'agir ensemble contre la loi cadre LRU. Celle-ci était une promesse du candidat Nicolas Sarkozy et visait à imposer un nouveau paradigme à l'Université française, celui de l'autonomie. […] Ces grèves, remettant en cause le cours normal de la vie universitaire, sont soutenues pratiquement et publiquement par de nombreux enseignants, mais aussi par des membres du personnel administratif, refusant de consentir à une réforme appréhendée comme une nouvelle étape dans le processus de « destruction de l'Université française ». Le recours à la force publique contre les foyers de contestation fait, quand à lui, l'objet de multiples condamnations. » Mais pourtant, « Depuis le début de la mobilisation… les rues des villes universitaires sont demeurées, sinon désertes, en tout cas vierges de toutes manifestations de masse comparables à celles survenues lors des mouvements étudiants victorieux que ce soit en 1986 (Devaquet), 1994 (CIP) ou 2006 (CPE). » Et l'auteur conclut : « Il faudra en passer par des manifestations massives de rue, car elles demeurent la condition nécessaire, sinon suffisante, pour espérer à un moment donné entraver les desseins d'un gouvernement déterminé. Aucun mouvement des jeunesses scolarisées n'a jamais réussi à triompher d'un pouvoir d'Etat sans être parvenu à faire descendre dans la sphère partagée des centaines de milliers de jeunes gens. » « Dans ces conditions, le mois de mai sera décisif… » résume-t-il.

[3] In Mai 68. Les murs ont la parole, Paris, Seuil, 2007.

[4] Examens, dont Sartre disait (« La jeunesse piégée », op. cit., p. 255), que le « vrai sens » est de « masquer la carence de l'enseignement et à décourager ceux dont on ne veut pas s'occuper […] décourager tous les étudiants dont notre société industrielle n'a pas besoin, c'est-à-dire dont la culture ne serait pas économiquement «rentable». » Examens qui, en ce sens, sont eux-mêmes l'instrument de sanctification de la fonction objective de sélection que doit assurer par nature, dans la société capitaliste, l'université. Cette réalité n'empêche évidemment pas la légitimité et la justesse d'un combat acharné pour une université gratuite et ouvertes à toutes et tous et d'un combat contre les dispositifs de sélection socialo-méritocratiques comme ceux de la loi ORE et Parcoursup. Il nous appartient d'étudier cette contradiction structurelle de toute université en régime capitaliste, ce sur quoi nous développerons quelques attendus dans la partie II de cet article.

[5] Où ressurgit donc, même, crime suprême, l'idée que les formes établies de l'ordre et de la « démocratie » officielle ne sont pas des lois de la nature… Idée qui devrait pourtant être le B-A BA de l'enseignement universitaire, et qui remonte aux grecs anciens.

[6] Cela peut passer par des clivages et des tensions très avancées, comme cela avait le cas au Mirail à Toulouse fin 2014, lors du mouvement étudiant local contre les violences policières suite à l'assassinat de Rémi Fraisse à Sivens,ou à plusieurs reprises à Tolbiac dans la séquence qui a précédé son évacuation brutale par la police ce printemps. Ou au contraire par des formes de coexistence et de bataille commune plus pacifiée, faisant par exemple que les AG communes se tiennent bien en commun, permettant de ce fait l'expression des désaccords, etc., comme au Mirail – fruit dans l'évidence d'une maturation et d'une décantation sur plusieurs années, depuis 2014. Mirail où le blocage, cependant, se traduit par deux occupations dans deux bâtiments distincts, illustrant en partie les différences de logique déjà évoquées. Plus largement les différences peuvent être très importantes d'une université à l'autre , contribuent au caractère disparate du mouvement étudiant actuel, qui se situe de fait à mi-chemin entre un mouvement national, et une somme de mouvements locaux. Preuve s'il en est de son état de « développement inégal et combiné ». Une analyse comparative et une cartographie précises seraient des plus utiles.

[7] Mai 68. Les murs ont la parole, op. cit.

[8] Une troisième, la CNX, a tenté d'émerger contre les deux autres. A quoi il faut ajouter la CN lycéenne, et celle, qui va se réunir pour la première fois les 5-6 mai, en même temps que la CNE, des personnels en grève de l'université (CNU). Que ces deux dernières se rencontrent au plus vite sera essentiel.

[9] Pour approfondir sur le volet autonomes cf. E. Barot & J. Chingo, « Enjeux conceptuels et débats stratégiques sur la révolution à venir. Au sujet du dernier essai du Comité invisible «A nos amis» » ; « L'antipolitique autonome et ses illusions » ; Camille Münzer, « Sur «Maintenant» le dernier ouvrage du Comité invisible », R. Nitchivo « En finir avec le cortège de tête ? ». Sur néoréformisme et populisme de gauche, voir par exemple : C. Cinatti, « Laclau, Mouffe, Badiou : quelques réflexions sur les élections, le populisme et la révolution », E. Barot, « De Laclau à Iglésias : théorie et pratique du (néo)populisme » et le débat« Podemos, France Insoumise, Populismes de gauche, et nouveaux réformismes ».

[10] Graffiti, 1968, lycée Condorcet, in Mai 68. Les murs ont la parole, op. cit.


LA FAC DEBORDE !
ETUDIANT.E.S - PERSONNEL - C.H.V - CHEMIOT.E.S - SANS PAPIERS



Débat avec la mouvance autonome à propos de l'auto-organisation

APRÈS UN MOIS D'OCCUPATION DE TOLBIAC : UN PREMIER BILAN

Arthur Nicola

Alors que la fac de Tolbiac a été évacuée vendredi 20 avril à l'aube par les CRS, l'heure est aux bilans pour une des plus longues occupations de fac depuis le CPE. Une occupation qui a fait de Tolbiac un symbole de la mobilisation estudiantine, mais qui a peiné à transformer les francs succès du début avril et à jouer le rôle de véritable moteur.



Occuper Tolbiac : un moyen de défendre la fac face à la répression administrative de la direction

26 mars : l'occupation est votée dans une Assemblée Générale rassemblant 800 étudiants quelques jours après l'attaque fasciste de Montpellier le 22 au soir. Plusieurs objectifs dirigent ce passage à l'occupation, notamment les réactions de la direction de Paris 1 face à la mobilisation étudiante. En effet, le 14 février et le 22 mars, la direction de l'université a imposé un *lock-out* aux étudiants, c'est-à-dire une fermeture administrative du centre Tolbiac pour empêcher que les Assemblées Générales se tiennent avant les manifestations prévues à ces deux dates. L'occupation, lancée le 26 mars, se veut une réponse à cette politique : face aux fermetures administratives, l'occupation doit être un moyen d'être sûr que la fac reste ouverte, jours de mobilisation nationale ou non.

Mais il s'agit aussi de durcir le rapport de force avec les autorités pour obtenir le retrait du plan étudiants : l'occupation, en annulant tous les cours et tout le système administratif du centre, est un moyen de libérer les étudiants des contraintes matérielles qui les empêchent de se mobiliser, notamment la pression des examens et de l'assiduité en cours, d'autant plus forte pour les boursiers. Accumuler des forces pour développer la mobilisation : voilà la logique du bastion que Tolbiac était en train de forger. Développer la mobilisation implique aussi de batailler politiquement contre celles et ceux qui sont favorables à la sélection ou bien opposés à la sélection mais contre les blocages. Ces étudiants, notamment ceux de la Fédé Paris 1 (fédération d'associations corporatistes de filières), ont été à plusieurs reprises battus en Assemblée Générale, mis en minorité au point où le 3 avril, alors que 1500 personnes sont présentes en AG, seulement 200 s'opposent au blocage. Ce sont ces AG massives qui donnent sa légitimité au processus d'occupation, dans un premier temps, car elle est ressentie comme une nécessité politique par les étudiants mobilisés.

Depuis le CPE, aucune occupation n'avait acquis un poids dans le mouvement étudiant si important. L'idée d'occuper son université au moment où celle-ci se trouve sous la menace d'une destruction pure et simple par un gouvernement qui souhaite définitivement faire de la fac une institution sélective, ce que les gouvernements de 1968 et 1986 n'avaient pas réussi à faire, est de fait signe d'une conscience aigüe du problème qu'implique la loi ORE. Le fait que ces occupations se soient développées et se développent partout en France (le Mirail, Montpellier-3, Paris 4, Paris 8, Nanterre…), et qu'elles tiennent si longtemps montrent avant tout le rejet de cette loi dans la jeunesse. Selon un récent sondage, 61 % des 18-24 ans sont contre la sélection à l'université : c'est bien ce soutien massif qui a permis à la Commune Libre de Tolbiac de se maintenir dans la durée.

Tolbiac, la huitième gare parisienne ?

De plus, alors que les cheminots et les étudiants sont conjointement attaqués par le gouvernement, cela faisait longtemps qu'une université n'avait été autant un point de ralliement pour les travailleurs en grève. Dès le début, la question de la convergence avec d'autres secteurs en lutte a été dans toutes les têtes. L'idée que les étudiants ne pourraient pas gagner

seuls contre le plan étudiants, et qu'il faudrait nécessairement réussir à trouver les moyens d'avoir un plan de bataille commun avec les cheminots, en lutte contre la réforme ferroviaire, s'est ainsi rapidement concrétisée : le 2 avril, une délégation de cheminots de toutes les gares parisiennes est venue discuter avec les étudiants pour leur présenter la réforme qu'ils combattaient. Ces premiers liens de convergences se sont ensuite développés : alors que Tolbiac était sous la menace d'une évacuation le 10 avril, les cheminots ont été les premiers à venir défendre le site et apporter leur soutien aux étudiants mobilisés. Les événements l'ont montré clairement, la défense de Tolbiac a été avant tout garantie par ses offensives politiques et non par des moyens tactiques ou militaires. La présence de cheminots aux Assemblées Générales étudiantes et réciproquement, la présence des étudiants de Paris 1 aux AG cheminotes, notamment celles de Paris Nord et d'Austerlitz a finalement montré aux étudiants la nécessité de soutenir toutes les initiatives cheminotes en faveur d'un durcissement du bras de fer avec le gouvernement : le concert de solidarité avec les cheminots en reconductible organisé le samedi 14 avril, qui a amené plus d'un millier d'étudiants et de soutiens, a permis de récolter 6000 euros dont 4500 euros reversés aux caisses de grèves aux cheminots en reconductible, en est un exemple.

A plusieurs reprises, nombre de cheminots ont souligné que c'était la première fois qu'ils mettaient les pieds dans une université. C'est avant tout l'expression de pourquoi le combat contre la sélection est aussi un combat pour une « université ouverte aux enfants d'ouvriers », mais aussi aux ouvriers eux-mêmes. Décloisonner l'ordre social, détruire la frontière entre travail manuel et intellectuels est une tâche primordiale du mouvement étudiant qui cherche à créer une université destinée non pas à être une instance productrice de diplômes qui sanctionnent des compétences valorisables par les entreprises, mais une université destinée à la production et à la diffusion des savoirs, au service des luttes, c'est-à-dire en faveur d'une persppective réellement émancipatrice.

L'occupation, une fin en soi ou un outil de lutte contre la sélection ?

Cependant, dès les premières AG, un clivage important apparaît entre les diverses sensibilités du mouvement : à quoi sert l'occupation ? Cette question commence à apparaître autour de la proposition de certains militants, notamment de la gauche autonome, de faire voter le « blocage illimité » plutôt que le « blocage reconductible » c'est-à-dire soumis au vote et à discussion à chaque assemblée générale. Or, derrière cette proposition se dessine un projet pour l'occupation, celui d'une occupation qui devient un lieu de vie : c'est ce qu'expliquait il y a un an un appel paru sur *Parislutte.info*, « Trouver une occupation ». Derrière le blocage illimité, on retrouve bien la volonté de créer des lieux de vie alternatifs plutôt que des lieux au service d'une lutte pour des objectifs donnés (ici le retrait du plan étudiants et, plus largement, contre la réforme ferroviaire de Macron et son monde), associés à un programme d'action pour la dite lutte. La logique de l'appel est claire : *« face à l'évidente absurdité de l'organisation de ce monde, trouver du sens dans une vie partagée est un point de départ pour la conjurer »*.

Dès lors, l'occupation devient une fin en soi plutôt qu'un moyen d'action. Au lieu d'être un bastion pour permettre l'accumulation des forces militantes pour accentuer le rapport de force et obtenir gain de cause sur des revendications, le seul objectif qui reste devient de « maintenir l'occupation », en totale déconnexion avec le plan étudiants. Cette perspective est, de plus, alimentée par la peur d'une intervention policière contre les occupants, ou même d'une milice fasciste comme à Montpellier. Face à ces menaces, alimentées par les nervis d'extrême droite sur les réseaux sociaux, la volonté de se cacher et de se barricader se renforce. Elle est compréhensible, mais contre-productive. De plus, cette logique s'inscrit dans une analyse erronée du rapport de force. La perspective politique du blocage illimité et du ralentissement du rythme de réunion des assemblées générales repose sur l'idée que le rapport de force va tendre à l'apaisement à mesure que le mouvement progressera. Or c'est le contraire qui s'est produit. Plus nous nous renforçons, plus la répression devient féroce, s'organise et diversifie ses moyens, c'est pourquoi il nous faut sans cesse poursuivre nos efforts pour étendre la mobilisation plutôt que nous reposer sur de prétendus acquis qui cessent d'en être dès lors que l'on acte le fait de s'en tenir au statut quo.

C'est cet isolement qui a joué contre l'extension de l'occupation de Tolbiac : après le vote du blocage illimité, le 3 avril, les Assemblées Générale n'ont fait que se désemplir, passant à 800 puis à 300 le 16 avril. La logique de « l'Université Ouverte de Tolbiac » est aussi allée dans ce sens : si une fac occupée ne doit pas être une fac morte, l'organisation d'une vie alternative sur la fac (ateliers, débats, projections) ne s'est que peu mise au service d'une réflexion sur comment gagner face à la sélection. S'il y a bien eu des ateliers ou des débats sur la stratégie à développer pour battre le gouvernement, sur les alliances à tisser avec d'autres secteurs comme les cheminots, la majorité des activités organisées par « l'université ouverte » a plus suivi le modèle de « l'éducation populaire », c'est-à-dire une somme de cours alternatifs destinés certes à diffuser d'une autre manière le savoir, mais en relative déconnexion avec les objectifs immédiats de la lutte et les moyens d'arracher une victoire contre Macron. Une somme d'ateliers alternatifs, parfois de très grande qualité mais qui était avant tout l'addition juxtaposée des différents sensibilités de l'occupation davantage que leur synthèse politique, n'est pas une arme pour massifier et souder un mouvement qui doit réfléchir aux coordonnées politiques et stratégiques pour gagner.

L'auto-organisation et ses ennemis

Pourquoi Tolbiac a-t-elle pu être évacuée si rapidement ? Evidemment, il y a une question de nombre : alors que le nombre d'étudiants en Assemblée Générale était divisé par sept en quinze jours et que la manifestation du 19 avril n'a rassemblé, tout au plus, qu'une dizaine de milliers de jeunes sur Paris, le gouvernement a pu juger propice d'évacuer à la veille des vacances, au moment où les étudiants mobilisés auraient le plus de mal à inverser la tendance.

Mais l'un des gros problèmes de l'occupation de Tolbiac a été l'auto-organisation. L'idée qu'il faille que toutes les questions du mouvement (y compris l'occupation) soient prises en charge collectivement, d'abord par une Assemblée Générale, et mis en œuvre par un comité de mobilisation était loin d'être consensuelle. Pour beaucoup « d'occupants », les étudiants mobilisés n'avaient pas leur mot à dire sur ce qu'ils considéraient comme leur « lieu de vie ». Or cette conception est la dérive la plus prononcée et la plus néfaste de la mobilisation. L'idée implicite que l'effort militant (qui a bien entendu aussi contribué activement à la tenue matérielle de l'occupation, et donc à son succès) est quantitativement en dernière instance le véritable critère de la légitimité politique est fondamentalement une logique élitiste et va à l'encontre des constats que tous les autonomes font par ailleurs sur le mouvement étudiant et en particulier sur le milieu militant qu'il n'hésite pas à qualifier (en partie à raison) de petit-bourgeois. Or demeurer sur place 24h/24 est admirable certes mais dit aussi quelque chose des contraintes matérielles qui pèsent sur ceux qui peuvent se le permettre. On voit bien que si l'on pousse jusqu'au bout cette conception de l'investissement de « l'occupant », elle découle d'une logique délétère de l'entre-soi, social et militant, en contradiction avec la logique même de l'ouverture. Or cette logique n'est pas seulement une réponse aux problèmes de détérioration de la situation interne des 10 derniers jours avant l'évacuation (eux-mêmes liés au reflux des AG et à l'horizon d'ouverture sur une base apolitique). Dès les premières AG, les occupants se sont présentés devant le millier d'étudiants réunis dans l'amphithéâtre, masqués, pour leur souhaiter la « bienvenue », espérant que les conditions d'« accueil » soient satisfaisantes. Le ver était déjà dans le fruit avant la prise de décision autoritaire de confiscation de l'appareil décisionnaire dans sa totalité par une minorité d'étudiants. « L'occupant » n'est pas « l'étudiant » et ce dernier, accueilli, est inviter à ôter son habit d'étudiant pour devenir pleinement occupant (sans considération aucune eu égard à ce qu'exige une présence quasi permanente sur le site) sous peine, finalement, d'être tenu à l'écart des organes de décisions dont les étudiants s'étaient dotés pour lutter, c'est-à-dire une fac occupée.

Au cœur de cette conception politique se trouve l'idée qu'une fois l'occupation en place, il n'y aurait plus besoin d'assemblée générale, sous entendu tout serait déjà fait. En réalité le plan étudiants n'est pas abrogé. Malgré la critique que la mouvance autonome formule de manière récurrente à propos des Assemblées Générales, qu'elle essentialise comme des « repaires de bureaucrates » (supposés ou réels), la réponse de cette même gauche autonome a été, plutôt que de lutter contre toutes les propositions émanant des associations corporatistes (la Fédé) ou de l'UNEF, d'adopter la stratégie à long terme de confiscation des outils de la lutte par la mise en place de réunions informelles de militants « de confiance », à l'extérieur de tout cadre véritablement collectif pour ne jurer que sur l'affinitaire.

Cette dynamique interne du mouvement d'occupation sur Tolbiac n'a pas consisté en une alternative sérieuse à la politique de récupération de l'UNEF et de la France Insoumise. L'une et l'autre se sont inscrites en effet dans le creux de la vague, profitant d'un certain confort politique pour constituer, au moins localement, une assise politique sur ce qu'ils n'ont cessé de considérer comme un effet de marge. Le jeu politique des appareils a été relativement cohérent et n'a pas eu besoin de critique sur ce qui était devenu un « lieu de vie », que certains ont même voulu transformer en « ZAD de Tolbiac ». Se contentant de rappeler inlassablement leur opposition à la loi sans jamais proposer un plan de bataille susceptible de permettre d'obtenir la victoire contre le gouvernement, la stratégie politique de la mouvance autonome s'est avérée incapable de contrebalancer efficacement l'influence politique des appareils parlementaristes. Cette politique de fait conjointe des autonomes et de l'UNEF/France Insoumise, en plus d'empêcher une massification du mouvement, a de surcroît participé à rendre passif les étudiants mobilisés, assistant d'une part à une occupation se repliant sur un entre-soi, et où la seule proposition alternative était une « université ouverte » qui, malgré ses relatifs succès, n'a pas permis de pousser les étudiants au combat.

Dans une moindre mesure, la politique conjointe menée par Lutte Ouvrière et le groupe l'Etincelle (fraction du NPA) a laissé tout autant le champ libre aux autonomes pour mener Tolbiac dans le mur. La logique consistant à sortir une fraction du mouvement de l'occupation pour lui proposer de militer hors de la fac (dans les gares, les hôpitaux, les lycées…), sans aucune bataille avec les autonomes, n'a en rien été présentée comme une alternative à la politique des « zadistes de Tolbiac », mais s'est faite à côté, comme une façon de contourner un problème sans le résoudre.

Repartir à l'offensive

Nous ne faisons pas ce bilan avec l'idée que la mobilisation est perdue sur Tolbiac, et qu'il ne sera plus possible de renouer avec une mobilisation conséquente sur l'université Paris 1. Dans les facs qui rentrent de vacances de printemps, la tendance est partout à la massification des Assemblées Générales. C'est pourquoi l'enjeu reste dès la rentrée de profiter

des partiels, que les étudiants soient à nouveau sur la fac, pour créer à nouveau un rapport de force contre le gouvernement et la présidence de l'université. Cela passera par trouver une nouvelle assise territoriale, Tolbiac étant maintenant neutralisée et surveillée par les CRS jusqu'à septembre ; la Sorbonne ou le Panthéon peuvent être ces nouveaux ancrages, déplaçant de surcroit le centre de gravité de la mobilisation au coeur du quartier Latin, ô combien symbolique 50 ans après mai 68. La question des partiels et de l'obtention des notes est aussi importante. D'ores et déjà, dans plusieurs universités, les professeurs ont annoncé un mouvement de rétention des notes, ou même de « 20/20 politique ». A Paris 1, où de nombreux professeurs sont mobilisés, il va falloir réfléchir collectivement à comment annuler ou perturber le maximum de partiels.

Mais une des tâches du mouvement étudiant va aussi devoir s'adresser aux lycéens, qui recevront courant mai les premières réponses de Parcoursup' : ce sera l'occasion de discuter plus concrètement avec les lycéens du plan étudiants, alors que certains se retrouveront peut être sans affectation à l'université. Alors que le 12 avril, les étudiants ont organisé des cortèges de jeunesse conséquents, le 1er et le 3 mai doivent être l'occasion de renouer avec la rue : c'est de cette manière que le CPE a été abrogé, c'est de cette façon que le plan étudiants pourra aussi l'être.



APRÈS LES MATRAQUES ET L'EXPULSION DU MIRAIL, QUELLES PERSPECTIVES POUR NOS LUTTES ?

Anna Bronstein

Dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 mai, les forces de répression sont entrées sur le campus du Mirail et en ont brutalement expulsé les étudiants et leurs soutiens qui l'occupaient. Quelle forme prendra la contestation et la colère des travailleurs et des étudiants du Mirail, aujourd'hui « en exil » ?

La décision d'expulser le Mirail à coups de matraque est lourde de sens. Cette université toulousaine connaît une mobilisation historique, de par sa durée, sa radicalité, et les nombreux retournements de situation qui l'ont jalonnée. Initiée par les personnels, rapidement rejoints dans la bataille par les étudiants, quelles perspectives s'ouvrent après l'évacuation policière, pour toutes celles et ceux qui avaient fait du Mirail le foyer de la contestation à Toulouse ?

D'une lutte locale à une mobilisation nationale

À l'origine de la mobilisation, qui a débuté à la mi-décembre : une trahison. Celle de Daniel Lacroix, ancien président de l'université, qui a utilisé sa voix « prépondérante » dans un conseil d'administration pour faire passer le projet de fusion des universités toulousaines. Un coup de force en radicale opposition avec les résultats d'une consultation – sorte de référendum universitaire – au cours de laquelle les étudiants et les travailleurs du Mirail s'étaient largement exprimés contre la fusion.

Un évènement sans précédent sur le campus, qui a révélé largement le véritable visage de la « démocratie » universitaire. Celui d'un mépris total pour les principaux acteurs de l'université, pour celles et ceux qui la font fonctionner au quotidien, c'est-à-dire les étudiants et les personnels.

Quelques jours plus tard, le 13 décembre, les personnels BIATSS (travailleurs des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, sociaux et de santé) se réunissaient à plus de 200 en assemblée générale, et votaient la grève. De leur côté, les enseignants-chercheurs étaient majoritairement favorables au projet de fusion des universités, raison pour laquelle ils sont encore aujourd'hui les grands absents de la mobilisation, qui a pourtant dépassé le cadre local depuis longtemps déjà.



Auto-organisation : leur démocratie et la nôtre

Dès les premières semaines, la mobilisation s'est retrouvée considérablement renforcée par les méthodes d'organisation des personnels. Si à l'origine leurs assemblées générales ressemblaient plus à des meetings syndicaux, sans votes, les travailleurs de l'université se sont rapidement inspirés des modalités d'auto-organisation étudiante : assemblées démocratiques, application des décisions par un comité de mobilisation réunissant syndiqués et non syndiqués…

Taher, travailleur en grève du service logistique, témoignait dans un entretien accordé à Révolution Permanente :

« Tout le monde peut apporter sa pierre à l'édifice. Et ça permet à ceux qui n'ont pas l'habitude de parler de prendre part à l'organisation concrète de la mobilisation. »

Le collectif de mobilisation des personnels a donc vu le jour, et les étudiants et travailleurs de l'université ont fait le choix de se réunir une fois par semaine en assemblées générales communes, pour prendre collectivement les décisions propres à leur lutte. C'est ainsi que le 6 mars, alors que la mobilisation commençait à s'amplifier nationalement contre la loi ORE, le blocage reconductible de l'université a été voté à une large majorité dans une assemblée générale commune. Cette décision a été prise pour amplifier le rapport de force face à une présidence qui jouait la sourde-oreille, mais également pour rendre effectif le droit de grève des personnels, qui subissaient depuis le mois de décembre d'énormes pressions à reprendre le travail.

Quand le gouvernement s'en mêle

Nouveau coup de théâtre à la mi-mars. Alors que la communauté universitaire apprend que les subventions IDEX sont refusées au Mirail, rendant caduc le projet de fusion, la ministre de l'éducation annonce la mise sous tutelle de l'université. Daniel Lacroix est démis de ses fonctions et l'université voit placer à sa tête un administrateur provisoire, Richard Laganier, directement nommé par le ministère.

Cette journée du 20 mars marque le début d'un véritable bras de fer entre les étudiants et personnels du Mirail et le gouvernement Macron. La lutte dépasse le cadre d'une contestation locale de la fusion des universités et ancre la fac toulousaine dans une mobilisation nationale, contre la sélection sociale à l'université, la casse du service public et la répression féroce qui s'abat sur celles et ceux qui se mobilisent.

Face à cette première menace d'intervention policière, mais aussi avec la peur de voir des milices fascistes s'introduire sur le campus comme à Montpellier, l'occupation du Mirail s'organise. Nuit et jour, les étudiants investissent les bâtiments de l'Arche et de l'Accueil.

Du blocage à l'occupation : point d'appui ou fin en soi ?

Cette réappropriation de leur lieu d'études et de travail a permis aux étudiants et aux personnels de faire du Mirail un point de ralliement pour les secteurs en lutte, à l'heure où s'amorçait entre autres la bataille du rail. Ainsi, le 10 avril, les liens de convergence tissés se sont matérialisés dans un grand meeting de lutte contre Macron et son monde, qui a réuni de nombreux travailleurs en grève à l'université.

Le Mirail, véritable carrefour des luttes contre le gouvernement, est également devenu un lieu d'accueil et d'asile au cours des dernières semaines, durant lesquelles plusieurs dizaines de demandeurs d'asile en attente de régularisation et d'un lieu d'hébergement stable, l'ont occupé avec les étudiants. À cette occasion, le CROM (Collectif des Réfugiés Occupants du Mirail) s'est constitué, aujourd'hui toujours mobilisé pour trouver une solution perenne et collective face à la situation d'extrême précarité des demandeurs d'asile.

Mais dans le même temps, et malgré ses spécificités, la mobilisation au Mirail se heurtait aux mêmes contradictions que celles qui animaient le reste du mouvement étudiant. Des secteurs étudiants, voyant dans l'occupation et le blocage une fin en soi, et non un moyen tactique, désertaient en partie les échéances de mobilisation hors de la fac. Si les AG restaient relativement massives, la colère peinait à s'exprimer dans la rue. Les cortèges de jeunesse dans les manifestations étaient dégarnis et les actions étaient pour la plupart désertées. C'est pourtant les liens de convergence tissés dans la rue, dans la grève et dans les assemblées générales qui avaient permis en mars d'éviter une première intervention policière, grâce à une réponse avant-tout politique apportée au gouvernement : « s'ils touchent à un seul d'entre nous, nous répliqueront par milliers ».

La stratégie de la matraque : une tentative d'étouffer la contestation

Lorsque la justice a ordonné le déblocage du Mirail par la force, dans un rendu datant du 2 mai, les clivages au sein des étudiants sont apparus plus clairement. Les désaccords étaient marqués, entre celles et ceux qui voient dans l'occupation une fin en soi, et qui dormaient au Mirail depuis plusieurs semaines déjà, et les étudiants et les soutiens qui se rendaient au Mirail plus ponctuellement, avant tout pour le défendre face aux menaces d'expulsion.

Les divergences, d'ordre stratégique, s'articulaient notamment autour de la posture à adopter face à l'intervention policière : les premiers mettaient l'accent sur la réponse « militaire » et voulaient défendre le Mirail comme un château fort, tandis que les autres avaient pour centre de gravité la réponse médiatique et politique à apporter face aux matraques. Des désaccords amplifiés par la fatigue et le stress, alors que le gouvernement jouait la carte de l'épuisement, n'envoyant pas immédiatement la police sur les lieux. Mais face à la répression et la violence policière, les étudiants sont parvenus à adopter une attitude commune, unie, qui a fait la force de leur réponse en acte aux CRS et à la BAC venus les expulser.

C'est dans la nuit du 8 au 9 mai, aux alentours de 3h30, que les forces de répression sont entrées dans l'université pour en déloger la petite centaine d'étudiants et de soutiens qui s'y trouvaient.

Les images prises par les étudiants eux-mêmes, en contradiction totale avec ce qu'affirment les médias traditionnels, montrent clairement que cette expulsion s'est faite dans la violence, à l'instar de l'évacuation de Nanterre, Tolbiac et tant d'autre

facs avant elles. Coups, blessures, grenades, matraques et un blessé grave… Ce choix du tout répressif, opéré par le gouvernement, est lourd de sens.

Quels acquis et quelles perspectives ?

En choisissant la matraque, Macron et ses sbires ont fait le pari de tuer dans l'œuf la colère étudiante. L'expulsion violente du Mirail est le fruit d'une décision politique : celle d'étouffer par la force une lutte, exemplaire par de nombreux aspects. Mais quelle que soit l'issue de la mobilisation, des acquis centraux ont été arrachés depuis le 13 décembre. L'auto-organisation exemplaire des BIATSS et les liens profonds tissés entre les différents secteurs mobilisés, une compréhension accrue du véritable rôle du gouvernement mais aussi de la soi-disant « démocratie » universitaire, des réflexes de lutte assimilés par une large couche du mouvement étudiant…

Aujourd'hui, les grévistes du Mirail sont en « exil », dépossédés de leur lieu d'étude et de travail. Mais la colère reste vivace et dépasse largement le simple rejet des lois scélérates de Macron. Hors de l'université, la mobilisation s'organise désormais dans la ville, à l'image de l'assemblée générale qui a suivi l'expulsion et qui s'est tenue place du Capitole, en plein centre de Toulouse. Forcés de trouver de nouveaux moyens de lutte, les étudiants et les personnels devront désormais empêcher la tenue « normale » des examens déplacés dans des salles municipales et amplifier le rapport de force par des actions communes avec les autres secteurs en lutte, à commencer par les cheminots.

L'ensemble du monde du travail et de la jeunesse s'affrontent à un ennemi commun : Macron, son gouvernement et sa police. La seule réponse à même de le faire reculer est une réponse d'ensemble, une lutte commune de tous les secteurs attaqués conjointement par le gouvernement, qui dépasse les intérêts corporatistes de chacun et qui s'exprime dans une grève massive.



Une réflexion sur la violence révolutionnaire

DÉBAT AVEC LE « BLACK BLOCK » : LES ACTIONS DU 1ER MAI ONT-ELLES PERMIS DE CONSTRUIRE LA MOBILISATION ?

Georges Camac

Depuis quelques années, la scène est devenue coutumière : à chaque journée de mobilisation, des manifestants, parfois encagoulés, usent de violences contre le mobilier urbain, cassent les vitrines, les panneaux publicitaires et s'affrontent avec la police dont les provocations sont nombreuses. Ce 1er mai, les actions du « black block » ont fait un saut…le gouvernement, les médias, s'en sont donnés à cœur joie. L'occasion d'entamer un débat sur le black block et ses pratiques du bon côté de la barricade.



Ce débat se situe dans un contexte particulier où la grande majorité de la classe politique a fait front pour condamner la « violence » des « black bloc ». Beaucoup moins nombreuses étaient les voix pour condamner les violences policières, les interpellations et les gardes à vues de ce 1er mai. Être en désaccord avec la stratégie du black block est une chose. Ne pas condamner la première violence qui est d'abord la violence d'État en est une autre : c'est servir de caution au gouvernement, à l'État capitaliste et à son bras armé dans le meilleur des cas ou, même pire, se placer dans le camp opposé. Ce n'est pas notre cas. Une fois notre camp choisi, du «bon côté de la barricade», nous considérons comme sain et nécessaire d'ouvrir le débat stratégique entre camarades, à savoir comment construire la mobilisation pour défaire Macron et son monde.

« 1er mai 2018 : une journée en enfer » : le rendez-vous lancé sur les réseaux par Génération Ingouvernable et le Mouvement Inter Luttes Indépendant (MILI) a été à la hauteur de ce qui avait été annoncé. Durant le cortège parisien de ce 1er mai, les actions ont été fournies : cassage de boutiques, incendies de véhicules et même d'un début de logement particulièrement spectaculaires. La police, de son côté, a usé de ce prétexte pour attaquer la manifestation, jusqu'à la quasi-dissolution de tout une partie du cortège, qui a viré à l'émeute en de nombreux endroits. Alors, projet réussi ? Celui d'un « 1er mai révolutionnaire » et du lancement d'une « vague insurrectionnelle pour faire chuter ce régime détestable » ? Nous ne le pensons pas. Les agissements du black block ont ouvert de nombreuses brèches dont s'est saisies le gouvernement pour diviser le mouvement social, mais aussi jouer contre la mobilisation. Un constat qui nécessite de revenir sur cette pratique en manifestation et ses attendus.

Vous avez dit « black block » ?

Apparue dans les années 1980 en Allemagne, la pratique du black block consiste dans une forme d'organisation dans les manifestations, visant à passer à l'action « offensive ». Les actions spectaculaires, en particulier en France depuis quelques années, et l'anonymisation relative à travers le port de vêtements noirs et de cagoules, alimentent les fantasmes sur la composition de ses membres. Certains y voient de simples « casseurs » qui profitent des manifestations pour se défouler, d'autres des provocateurs policiers agissant pour discréditer les mobilisations voire même la main de l'extrême droite. Ces différentes théories ne tiennent pas à l'examen, même si l'anonymat facilite évidemment l'infiltration de personnes extérieures (flics, indics et autres ennemis du mouvement). D'abord, parce qu'il s'agit de plusieurs centaines (voire milliers de personnes), d'autre part parce que les « cibles » visés sont relativement distinctes : la police, les banques, les multinationales et autres avatars du capitalisme.

Aucun doute, il s'agit, comme ceux-ci se plaisent à le dire, de *« camarades qui ont choisi d'autres méthodes de lutte »*. Des camarades issus de tradition politique diverses, dont le point

de gravité est bien souvent la nébuleuse autonome, et qui revendiquent le recours immédiat à la violence face à celle qui s'exerce contre eux et nous. Une « violence », soit-dit en passant, à relativiser quand il s'agit de casser des vitrines ou de s'affronter aux forces de répression, face à celle qu'ont eu à subir tous les militants du mouvement. Et qui appelle à un devoir de solidarité réciproque face aux gazs, aux coups de matraques, aux tirs de flashball… sans parler des dizaines de morts tués par la police dans les quartiers populaires. En particulier dans le contexte où les chiens de garde sont de sortie.

Cependant, la solidarité face aux coups de l'Etat ne signifie pas l'absence de critiques face à cette pratique. On aurait même envie de dire que l'un est la condition de l'autre : le soutien aux camarades réprimés est la condition pour remettre en cause leurs pratiques quand, de l'autre côté, la demande, légitime, de soutien face à l'Etat, l'est d'autant plus quand elle s'accompagne d'une remise en cause de ses pratiques. L'accusation notamment de « diviser les luttes », souvent renvoyée face à la critique de tel ou tel débordement dans une manifestation, est fallacieuse. Une chose est de livrer en pâture à nos ennemis – la police et les médias dominants notamment – des camarades de lutte. Une autre est de refuser la stratégie véhiculée par une partie du mouvement, et qui s'impose de fait dans les manifestations sans qu'elle soit le fait de la majorité. Refuser cette distinction, cela signifie refuser l'appartenance à un même mouvement, réfuter l'idée d'un ennemi commun et jouer in fine le jeu de la division tellement décriée. Ceci est le point de départ d'une critique de la stratégie du black block du « bon côté de la barricade ».

Sur l'utilisation de la violence révolutionnaire

« Pas de révolution sans violence » : voici bien souvent le point de départ de la justification du black block, appuyée par des références historiques, notamment à l'occasion du cinquantenaire de Mai 68. Est il est vrai que les grands épisodes de mobilisation ne se font pas sans leur lot d'action directe et de confrontations avec la police. Peut-on imaginer faire reculer le gouvernement, voire davantage, sans affronter les chiens de garde qui maintiennent son ordre ? L'histoire des mobilisations permet de tirer des leçons pour nos luttes : c'est bien pour cela qu'elle mérite un examen plus approfondi que ne le font bien souvent les membres du black block.



Le 6 mai 1968, rue Saint-Jacques à Paris

Des pavés, des bâtons, des casques, du gaz et de belles photos d'émeute : quoi de plus pour démontrer les origines soixante-huitardes du black block ? La démonstration est un peu courte. Parce qu'il n'y a, dans ces émeutes du mois de mai 1968 ni cagoules, ni k-way noirs, ni chaussures de combat, ni aucun autre avatar du black block contemporain. Ce détail a son importance : il s'agit d'une violence populaire, portée par la masse, qui s'affiche au grand jour et qui invite à la rejoindre. Une violence qui ne craint pas de se faire prendre en photo parce qu'elle compte sur un soutien politique large pour se protéger.

Une violence, enfin, modelée par les débats stratégiques de traditions politiques certes diverses mais qui ont le point commun de poser la question de son utilisation et de ses conséquences dans le but de créer un bloc social majoritaire et de gagner. Des réflexions, des débats, et des hypothèses pour construire un rapport de forces en fonction de la situation politique qui sont indissociables de la suite qu'espèrent de nombreux militants aujourd'hui : à savoir la plus grande grève générale de l'histoire de l'Occcident en soutien à la répression des étudiants de la Sorbonne. Et en comparaison desquelles les justifications actuelles du black block font bien pâle figure, oscillant entre des théorisations spontanéistes – l'illusion du coup d'éclat qui déclencherait presque par magie l'insurrection – et le mépris de la masse – et des partisans de l'élargissement du mouvement, distributeurs de tract et autres « massificateurs ».

Pire, les théories actuelles qui sous-tendent la constitution du black block, aussi diverses soit-elle, ont un point de départ commun : la disparition d'un sujet social révolutionnaire et, conséquence collatérale, du « grand soir », celui de la grève générale insurrectionnelle. C'est-à-dire de l'appareil stratégique qui équipait, peu ou prou, l'ensemble de ceux qui levaient des barricades dans le quartier latin 50 ans auparavant. Autant dire que la comparaison tourne un peu court…

Et cette absence d'alternative stratégique a des conséquences : elle ne peut conduire qu'au scepticisme et à la démoralisation – telles que l'ont connu nombre de militants post-loi travail – ou à son exact opposé – mais pas moins complément – l'optimisme béat dénué d'analyse de la situation. Et à ce titre, les appels qui ont circulé pour un « 1er mai révolutionnaire » sont confondants. A commencer par la «journée en enfer» qui estime que *« la grève à la SNCF est massivement*

suivie » alors même que la stratégie des directions syndicales mène les cheminots dans le mur et que les pressions au « dialogue social » se font de plus en plus fortes, du côté de la CFDT ou même de la CGT.

Pire, le communiqué de presse du cortège de tête, ne fait lui aucune mention aux mobilisations en cours : ni aux cheminots, ni aux étudiants, ni à la ZAD… La seule réponse face aux provocations de la préfecture – bien réelles – semble être de généraliser les débordements, appelés à s'étendre au quartier latin après la manifestation. Une absence de perspective dont l'issue logique est la fétichisation de l'émeute, en tout temps et tout lieu, indépendamment de l'état d'esprit des secteurs en lutte et de la situation de la mobilisation. Dès lors, la violence perd de son sens politique, elle confine à la minorité, à une guerre asymétrique face à des forces de répression puissamment organisées, et fonctionne en vase à clos. Elle contribue même à se couper et à jouer contre la mobilisation.

Il est urgent de se reconnecter avec le mouvement

A ce titre, il est important de constater que les contours de la mobilisation actuelle sont bien différents de ceux de la loi travail 2016, qui avait constitué la rampe de lancement du cortège de tête et de son black block à l'échelle qu'on lui connait aujourd'hui. A l'époque, Hollande avait fait le choix de la répression tout azimut, mise en scène à travers un dispositif d'encadrement policier des manifestations rarement égalé en France. Une présence massive, étouffante, accompagnée de provocations et de coups qui avait eu pour effet de radicaliser des franges entières de la mobilisation et de justifier le passage à l'action contre les remparts de flics qui empêchaient l'avancement des cortèges. Macron, depuis son élection, a appris des errements de son prédécesseur. Non pas que la répression ne soit plus là – au contraire, la rafle de 200 manifestants lors de la manif du 1er mai est là pour le rappeler – mais elle est mieux organisée, mieux ciblée, et s'accompagne d'une communication en lien avec la situation particulièrement efficace. Ce qui impose parfois de mettre les forces de police en second rang, comme lors des manifestations parisiennes contre la loi travail au mois de septembre, où les flics disposés à bonne distance des cortèges avaient surpris les membres du black block qui ne savaient plus bien sur quoi « taper ».

L'opération menée par le gouvernement lors de ce 1er mai est à ce titre limpide. Il s'agissait d'empêcher que la mobilisation – et notamment la grève centrale des cheminots – puisse retrouver une dynamique politique capable de remobiliser. Or, dans cette stratégie de communication médiatique, le black block – et autres « casseurs » médiatiques – jouent un rôle central. Il s'agissait de faire disparaître du paysage médiatique les secteurs mobilisés et tous ses éléments les plus progressistes : les cheminots organisés en dehors des cortèges syndicaux traditionnels, la présence de sections de Force Ouvrière contre l'avis de la direction dans un contexte de crise historique de l'organisation, ou encore les cortèges étudiants fournis. D'où le communiqué de la préfecture alertant sur les dangers de la présence de « groupes contestataires issus de mouvances extrémistes » en contradiction flagrante avec l'absence de dispositif de contrôle des entrées. D'où aussi le comportement des flics, tenus à l'écart des manifestations jusqu'à leur surgissement violent dans le cortège dès le premier prétexte fourni. D'où la reconstruction à postériori des faits par les autorités qui expliquent avoir été « débordés » par la violence. Des flics « victimes », en quelque sorte, de la violence des manifestants, voire de l'incompétence de leur encadrement face à la présence des « agitateurs professionnels » que Macron utilise depuis plusieurs semaines. Une opération réussie largement accompagnée par les figures politiques dominantes et quelques leaders syndicaux.

Or, force est de constater que les membres du black block ont été, même si malgré eux, lors de ce 1er mai, l'un des rouages qui a permis au gouvernement de diviser le mouvement social. A commencer par la réponse du cortège de tête au communiqué de la préfecture qui se complait dans le petit jeu de la provocation initiée par les autorités. A continuer par le niveau des débordements, amplifiés par la faiblesse du dispositif policier. Un McDo saccagé, passe encore (même si on peut douter de l'utilité de ce geste pour les travailleurs précaires enfermés à l'intérieur du restaurant durant l'opération). Mais à quoi bon mettre le feu aux voitures environnantes et à un logement, soit-il – supposément – celui d'un keuf, entrainant par la même une intervention nécessaire des pompiers ? Outre la mise en danger réel des manifestants aux alentours, ces incendies ont donné le prétexte idéal à la préfecture pour enfoncer violemment la manifestation et concrétiser le plan du gouvernement.

Comment s'étonner, dès lors, que des travailleurs, qui ont parfois perdu la moitié de leur maigre salaire, consenti des sacrifices importants pour construire la mobilisation, et dont la perte du statut est pour les cheminots comme une épée de Damoclès, s'insurgent contre les « casseurs » ? Bien sûr, il est plus facile de pester contre le spectre de la « propagande policière et médiatique » qui a infiltré les cerveaux et ces travailleurs qui « se trompent d'ennemi ». Mais, outre que ce constat est tout du moins discutable, cette rhétorique conduit de fait à se mettre à l'écart du mouvement, à postuler par avance sa défaite dans la bataille médiatique. D'autant plus quand la critique est, comme ici, justifiée. Il ne s'agit pas ici par avance de refuser les actions offensives, ni même de les reporter à une hypothétique conjoncture favorable, mais de les connecter à la réalité des mobilisations en cours. De ce point de vue, les actions du black block lors de ce 1er mai ont montré toutes leurs limites.


ÉTUDIANTS
ENSEIGNANTS
TRAVAILLEURS
RETRAITÉS
SOLIDAIRES

Face aux menaces policières de déblocage

COMMENT DÉFENDRE LE MIRAIL ?

Marina Garrisi et Anna Bronstein

Alors que l'administrateur provisoire Laganier appelle la préfecture à débloquer le Mirail, comment défendre le Mirail dans le contexte actuel du mouvement étudiant ?



En avril, ne te découvre pas d'un fil. En mai non plus…

La situation du mouvement étudiant n'est plus exactement la même début mai qu'en mars-avril. Depuis l'offensive des fachos de Montpellier, le mouvement étudiant avait multiplié les blocages avec occupation et les AG massives, dans de nombreuses universités. Le gouvernement pariait fin avril sur une combinaison de facteurs pour tuer le mouvement de contestation. Les vacances d'avril, couplé à des déblocages violents, puis la pression des examens et l'arrivée des vacances d'été, auraient raison de la mobilisation.
Et pourtant, malgré les coups portés, notamment en ayant fait tomber Tolbiac, et les limites propres au mouvement lui-même, la contestation de Parcousup survit aux déblocages . Dès la rentrée, des AG de 2000 personnes à Rennes 2 ou à Nanterre (pourtant débloquée violemment) ont voté massivement le blocage et la poursuite du mouvement. D'autres facs restent bloquées en France, et une fronde d'une partie des enseignants et personnels semble poindre, même si tardivement parfois, contre la sélection qu'on leur demande d'effectuer.

C'est dans un contexte de recul partiel, mais pas de défaite totale, que se trouve le mouvement étudiant. C'est dans ce contexte, que Richard Laganier, administrateur provisoire de la fac du Mirail placé directement par le gouvernement après la dissolution de tous les conseils de la fac, a renié ses propres mots sur le fait qu'il était inutile de faire débloquer la fac du Mirail, et s'est appuyé sur la décision du tribunal administratif saisi par l'UNI pour appeler la préfecture à envoyer les « forces de l'ordre » au Mirail.

Quelques écueils à éviter

On l'a vu, la contestation étudiante n'est pas morte. Elle se trouve face à un défi central. Non seulement « tenir » face à la répression et aux déblocages du gouvernement, mais élargir, désenclaver le mouvement au-delà des seules occupations, en vue de démonstrations de rue qui manquent encore. En ce sens, la décision des étudiants de Bordeaux de débloquer eux-mêmes leur fac (et les idées que cela a donné à un secteur d'étudiants mobilisés au Mirail, notamment à l'AG de rentrée du 30 avril) envoie davantage un message de capitulation, d'abandon, sans d'ailleurs avoir été un outil pour massifier plus (le 1er mai bordelais rassemblait 7000 personnes, dont des cortèges de jeunesse relativement équivalents aux autres villes). Ces secteurs expliquent parfois que la répression «détourne» les étudiants des vrais questions, ou empêchent d'élargir la mobilisation. Les réactions qu'ont provoqués les déblocages de certaines facs parisiennes (certains secteurs d'enseignants se sont mis en grève totale suite à ça par exemple) permettent de penser le contraire.

Mais l'écueil inverse existe aussi. Pour certains, le blocage et l'occupation serait une fin en soi, et sa défense serait une question à régler exclusivement sur le terrain du rapport de force physique. Un écueil de la mouvance autonome particulièrement visible dans le mois de lutte à Tolbiac par exemple.

Au contraire, les modalités tactiques (comme le blocage, l'occupation, l'attitude à adopter face à la répression...) doivent être penser en fonction de la situation globale et d'une stratégie d'ensemble pour gagner. D'où l'importance d'ailleurs de lutter pour que le mouvement de l'enseignement supérieur arrive à se coordonner et à établir un plan de bataille au niveau national, contre la division actuelle entre 4 coordonations (CNE, CNL, CNX, CNU...). Dans un contexte où la répression est un outil central de Macron qui cherche à se donner une posture de président jupitérien face à la mobilisation, le gouvernement veut montrer que même une grève comme celle du Mirail, organisée et très suivie par les personnels peut être détruite par la répression. Si le gouvernement veut faire du Mirail un exemple, il risque au contraire de se retrouver face à un exemple de résistance.

Comme le 20 mars, il est possible d'empêcher le déblocage du Mirail !

Alors que l'offensive de déblocage commençait début mars, par les fachos à Montpellier, ou la police comme à Bordeaux le 6 mars, à Dijon le 19 mars, à Grenoble le 22... la fac du Mirail était mise sous tutelle et menacée d'intervention policière. Pourtant, le gouvernement et l'administrateur provisoire qu'il venait de nommer, avaient dû reculer et expliquaient ne jamais avoir songé à une intervention policière. Ce recul du gouvernement était le résultat du rapport de force politique (et non militaire) que les étudiants et personnels mobilisés ont réussi à imposer.

Une réaction rapide contre la menace de déblocage, un rassemblement à plus de 700 personnes, une médiatisation importante, et de nombreux soutiens extérieurs. Voilà le cocktail qui avait été gagnant alors.

Plusieurs facs mobilisées s'étaient positionnés en soutien au Mirail, plusieurs secteurs en lutte aussi comme les grévistes du CHU de Toulouse ou les cheminots, et de nombreuses personnalités politiques comme Poutou ou Mélenchon.

L'attitude des personnels BIATSS du Mirail aussi, en première ligne pour ne «pas laisser les étudiants seuls face à la répression», avait fini de refroidir les ardeurs du préfet de police et son gouvernement. Ce qui a été possible le 20 mars, peut l'être de nouveau aujourd'hui. C'est le sens du rassemblement organisé à 18h ce jeudi par le comité de mobilisation, qui doit être le plus massif possible. C'est le sens aussi du communiqué de Sud Rail hier mercredi 2 mai, expliquant que « si vous évacuez les étudiants du Mirail, vous trouverez les cheminots sur votre chemin ». C'est le sens enfin de l'énorme Assemblée Générale des étudiants de Sciences Po Toulouse, à plus de 300, en solidarité avec le Mirail aujourd'hui.



Si on s'en donne les moyens, il est possible non seulement de défendre l'occupation et le blocage du Mirail, mais d'utiliser cette défense pour tenter d'élargir le combat, d'entraîner ceux qui doutent encore de la possibilité de battre Macron, sa loi Vidal, et son monde.

Toulouse Le Mirail

UN NOUVEAU C.A POUR UNE NOUVELLE VIE ? L'ANTI-DÉMOCRATIE UNIVERSITAIRE À LA LOUPE

Léo Valadim

Le président de l'université n'aura eu de cesse de le répéter dans ses communiqués ou lors de ses rencontres avec les étudiants : il n'y a qu'une démocratie qui vaille à l'université, la démocratie représentative, celle des « conseils », et en aucun cas les assemblées générales de grévistes. À l'heure où la question de nouvelles élections se pose à l'université, porter un regard sur le fonctionnement de l'institution s'impose pour savoir dans quelle mesure il est possible d'y faire entendre la parole des étudiants et des personnels.

La grève de l'université du Mirail contre la fusion des universités toulousaines et le « Plan Étudiants » se retrouve confrontée à un changement de coordonnées avec la démission d'un membre du Conseil d'Administration (CA), qui a fait perdre la majorité aux élus opposés à la fusion. Pour grande partie des grévistes côté personnels, la tenue d'élections anticipées pour renouveler le Conseil d'Administration et l'espoir d'y gagner une nouvelle majorité serait désormais la « seule stratégie capable de nous faire gagner ». Si certains se disent conscients qu'aucune solution « institutionnelle » ne pourrait, à elle seule, faire gagner la mobilisation et insistent à raison sur la nécessité de maintenir la grève pendant une potentielle campagne électorale, d'autres tentent clairement d'en faire l'axe central de la mobilisation pour les prochaines semaines.

Comment fonctionne le Conseil d'Administration et la fonction présidentielle ? Que pouvons-nous en attendre ? Avant toutes choses, il convient de rappeler que l'actuelle « gouvernance » des universités est dictée par la « Loi relative aux libertés et aux responsabilités des universités », la fameuse LRU entrée en vigueur en 2007, non sans difficultés. Sa mise en place avait entraîné d'importantes mobilisations entre 2007 et 2009. C'est par ailleurs ce texte de loi qui généralise l'autonomisation financière des universités. Dans la droite lignée de cette loi, la LRU 2 ou loi Fioraso, entrée en vigueur en 2013, ouvrait aux universités la possibilité de fusionner entre elles.



La ministre en charge de sa mise en place, Valérie Pécresse avait alors déclaré : « d'ici à 2012, j'aurai, je l'espère, réparé les dégâts de Mai 1968, qui avait cassé l'université. Pas seulement au sens propre en éclatant les disciplines dans des établissements séparés, mais aussi en instaurant une gouvernance illisible et en refusant la professionnalisation. ». Tout un programme...

Le président

Avant toute chose, la fonction présidentielle. Celle-ci ne peut être occupée que par les chercheurs, les enseignants chercheurs, les professeur ou les maîtres de conférence. Ces derniers ne représentaient par ailleurs que 6% de la fonction en 2012 selon L'Étudiant. Autrement dit, qui veut ne peut pas, loin de là. Triés sur le volets, cette même revue nous apprend que « 92% [d'entre eux] ont été au moins une fois vice-président, directeur de composante (48%) ou directeur de laboratoire (34%). ». Par ailleurs, seuls 11% étaient des femmes en 2012.

C'est le Président qui dirige l'université, préside le Conseil d'Administration, prépare et exécute ses délibérations. Parmi ses multiples prérogatives, le Président a notamment « autorité sur l'ensemble des personnels de l'université ». Aucune affectation de poste ne peut être faite sans son accord et c'est lui qui « affecte dans les différents services de l'université les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service » et nomme les différents jurys.
Si le CA était dissous (par démission de 2/3 de ses membres), le CA fraîchement élu aurait à sa charge de mettre en poste un nouveau Président à la majorité absolue de ses membres.

L'exemple du conseil d'administration du Mirail et ses enseignements

Comment est composé le CA ? Une question essentielle pour savoir si il est possible d'y faire appliquer les revendications des grévistes.

Si la LRU encadre, les établissements ont des marges de manœuvres minimes concernant le nombre d'élus par « collège » (personnels non enseignants, enseignants, étudiants). Au Mirail, le CA est composé de 36 membres parmi lesquels le Président. Parmi ceux-ci, 28 sont élus sur la base d'un scrutin dont les taux de participation en 2016 ont été de 76% pour les professeurs, 60% pour les enseignants, 69% pour les personnels non-enseignants (BIATSS) et de seulement 8% pour les étudiants.

Sur les 28 élus, 16 enseignants, professeurs et chercheurs. Soit plus que la somme des BIATSS et des étudiants, qui n'ont quant à eux que 6 élus chacun.

À ces 28 élus se greffent un représentant de la région Midi-Pyrénées, un de « Toulouse Métropole » et un du CNRS, qui eux sont assignés d'office par leurs organismes, avec leur orientation politique (ils ont notamment voté tous les trois pour la fusion, et l'ont activement porté). Ce qui nous porte donc à 31 membres dont seulement 28 ont été élus, avec des faibles taux de participations et surtout une représentativité écrasante des enseignants.

Ces-mêmes 31 membres vont par la ensuite désigner au moyen d'un appel à candidatures 5 nouvelles personnalités extérieures : « une personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise, un représentant des organisations représentatives des salariés (par ailleurs la seule personnalité extérieure qui s'est opposée au projet de fusion), un représentant d'une entreprise employant moins de cinq cents salariés, un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire, un représentant désigné à titre personnel. ». Dans l'actuel Conseil, sur ces cinq, un seul a voté contre la fusion au CA du 12 décembre 2017 qui a suivi la consultation, le représentant syndical. Et ce alors qu'au moment de leur désignation par le conseil, les listes qui étaient arrivées en tête aux élections, dont faisait partie le président Daniel Lacroix, s'opposaient à la fusion. Leur désignation est systématiquement le fruit de négociations et de compromis entre la liste majoritaire et l' « opposition » pour ne pas aboutir à une situation de blocage. Ce sont donc au final 36 personnes qui vont siéger, parmi lesquelles 8 personnalités extérieures à l'université dont l'orientation est ultra-majoritairement en faveur de la fusion.

L'ensemble des 36 membres siègent pendant 4 ans, à l'exception des étudiants (2 ans) et, démocratie représentative oblige, ne sont pas révocables. Rien ne les oblige à appliquer ce pour quoi ils sont élus (pour ceux qui l'ont été), ce qui explique la capacité de l'actuel président à se maintenir en place, bien que l'ensemble de sa majorité l'ait lâché, en s'appuyant notamment sur ces « personnalités extérieures », sans lesquelles la fusion n'aurait pas pu être votée.

Est-il possible de gagner une majorité progressiste dans les conseils ?

Pour résumer, dans un cas de figure comme celui que nous connaissons au Mirail, si les grévistes souhaitaient faire élire des listes ayant pour unique mandat « contre la fusion » au CA (occultant une partie importante du reste des revendications de la mobilisation, notamment le refus de la sélection des étudiants et la titularisation des personnels précaires), et alors que la consultation sur la fusion a donné 62% des personnels et 94% des étudiants contre le projet, avec respectivement 53% et 15% de participation (soit presque 2 fois plus que pour l'élection du CA côté étudiants), pour que les « anti-fusion » aient une majorité il faudrait :

• Qu'ils obtiennent l'ensemble des sièges étudiants et BIATSS, ce qui est loin d'être gagné étant donné qu'actuellement 1/3 des élus BIATSS votent pour le projet. Ces « collèges » étant largement sous-représentés bien qu'ultra-majoritaires dans l'université, il leur faudrait également obtenir 4 sièges d'enseignants – secteur de loin le moins mobilisé contre la fusion - pour avoir la majorité des élus avec 16 contre 12.

• Une fois ces premiers obstacles dépassés, viennent s'ajouter les 3 personnalités extérieures non-choisies par les élus et que l'on sait d'avance pro-fusion. Ce qui nous amène à 31 membres, dont 16 contre la fusion et 15 pour.

• Ensuite, un appel à candidature pour les 5 personnalités extérieures restantes sera effectué, avec bien entendu aucune garantie qu'elles votent contre la fusion. Dans les 31 membres qui les désigneront, les étudiants et les BIATSS ne représenteront plus qu'une petite partie avec leurs 12 sièges, et seraient contraints à un compromis rapide pour que l'université puisse recommencer à fonctionner.

• Enfin, un Président sera choisi, parmi les « mandarins » prédisposés au poste.

Autrement dit, un véritable parcours du combattant dont l'issue est d'autant plus incertaine que pour avoir une chance de gagner, les listes « anti-fusion » devraient proposer un projet global de gestion de l'université pour être « crédible » face aux « profusion ». Un projet d'administration des budgets qui devra faire avec les miettes allouées par l'État... Après cela, le conseil et son président pourront diriger l'université, sans aucune obligation d'appliquer leurs mandats pour lesquels ils ont été élus. Et les marges de manœuvres sont grandes pour faire ce que bon leur semble.

Un conseil qui n'est responsable devant personne

Le CA n'est pas ouvert aux observateurs, ce qui lui garantit d'avoir les mains libres. Ainsi, lorsqu'il se réunit pour la deuxième fois avec le même

ordre du jour, quand la première séance n'a pu avoir lieu à cause d'un blocage ou de la non-présence d'une part importante des élus, il n'a pas besoin de nombre minimal de personnes siégeant. Autrement dit, en théorie, si seuls deux élus acceptent de siéger pour voter, cela est tout à fait possible. En cas de besoin, il peut également se tenir au rectorat sous protection policière, comme c'est souvent le cas lorsque la mobilisation des étudiants menace l'adoption d'une mesure controversée. Parmi les prérogatives du Président, il a également celle de pouvoir voter deux fois en cas d'égalité, ce qui lui a permis de faire basculer le vote. C'est ainsi que le président du Mirail Daniel Lacroix a forcé le passage du vote du projet de fusion.

Le fait que Daniel Lacroix ait « trahi » le mandat pour lequel il a été élu où il avait promis qu'il s'opposerait à tous projet de fusion n'est en rien une question personnelle. Il existe de multiples cas analogues, à commencer par celui de Rennes 2 où un processus de fusion avait entraîné la démission du CA, suite à laquelle Olivier David (FSU) a été élu président, lui qui se déclarait « pour l'arrêt définitif du processus ». Faute de mobilisation suffisante, c'est cette même présidence qui a trahi son mandat, s'engageant dans un nouveau regroupement en 2017, 2 ans à peine après l'échec de 2015. La meilleure arme de l'État et des gouvernements qui se succèdent pour contraindre les universités à appliquer la sélection, l'élitisation, et à adapter les formations et la recherche au besoin des grandes entreprises, c'est l'austérité. Une université seule ne peut pas refuser longtemps de s'adapter, faute de voir ses filières exploser sous le nombre d'étudiants et se couper de palliatifs privés aux financements publics qui font défaut. Les présidents n'ont de cesse de le répéter, ils n'avaient « pas le choix ».

Des mécanismes construits pour appliquer l'austérité sans embûche

Ces mécanismes, accompagnés de l'autonomisation financière des universités, et de l'ensemble des rouages qui font tourner l'institution universitaire et que nous ne pouvons pas détailler dans leur ensemble ici, sont construits pour pouvoir appliquer de profondes réformes de l'enseignement supérieur tout en tenant l'écrasante majorité des personnels et des étudiants à l'écart des décisions qui engagent leurs conditions d'études et de travail. Une situation qui empirerait grandement avec le nouveau « Conseil d'Administration Stratégique » promis par les processus de fusion des universités, dans lequel siégeraient 30 membres au total, dont 13 « personnalités extérieures » parmi lesquelles une majorité de représentants de grandes entreprises.

Dans le cas du Mirail, si la présidence et la CFDT demandent actuellement la démission du CA et l'organisation de nouvelles élections, ce n'est pas un hasard. C'est parce que ce fonctionnement leur donne toutes les garanties de gagner. En effet, non-seulement il relèverait du miracle que les « anti-fusion » gagnent et arrivent à asseoir une majorité au conseil, mais cela ne signerait en rien la fin définitive du processus. Bien au contraire, des élections serait pour eux une sortie de crise très intéressante, qui leur donnerait la possibilité de re-légitimer le projet, si ce n'est eux-même, après la consultation qui avait donné un large plébiscite au « Non à la fusion ». Ils pensent pouvoir gagner (à raison), et surtout pouvoir mettre fin à cette grève qui dure depuis déjà 3 mois et qui a encore démontré de sa force avec l'Assemblée Générale du 13 mars qui a regroupé plus de 3000 personnes, en déportant la stratégie des grévistes de la lutte aux urnes.

C'est pour ces raisons que les grévistes ne doivent pas demander de nouvelles élections, qui ne profiteraient qu'au camp d'en face. Un CA moribond comme l'actuel est une opportunité, cette institution ne pourra jamais représenter les intérêts des personnes qui font vivre l'université et il ne faut pas lui donner l'opportunité de se légitimer. Aucune lutte, même défensive, ne peut se doter de meilleurs moyens que la grève, les assemblées générales, le blocage de la recherche, des cours et des examens. Cela reste notre seule arme, même en cas d'élection d'une présidence sur la base de mandats émanant des grévistes.

Tant que les élus des conseils ne seront pas révocables, élus de manière paritaire entre personnels enseignants, BIATSS, et étudiants, et que les personnalités extérieures ne pourront pas être élues démocratiquement, aucune confiance ne pourra être accordée aux conseils. Mais dire cela ne suffit pas. Pour obtenir des moyens publics à la hauteur des besoins pour une université gratuite et populaire, et des conditions de travail décentes, il y a besoin de mouvements d'ampleur nationale, de masse, dans l'ensemble de l'éducation. Il y a besoin d'alliés en mesure de paralyser l'économie pour imposer leurs revendications, les travailleurs, qui ont tout intérêt à défendre une université accessible à leurs enfants et pas seulement à ceux à qui les parents auront pu fournir les « prérequis » nécessaires. C'est en ce sens que la priorité au Mirail comme dans les autres universités mobilisées doit aujourd'hui être de se tourner vers l'extérieur, vers la fonction publique et vers les cheminots qui s'apprêtent à partir en grève fin mars.

APRÈS LE PRINTEMPS 2018, QUELLES BASES POUR UNE ALLIANCE ÉTUDIANTS-OUVRIERS ?

Arthur Nicola

Cinquante ans après mai 68, il faut que le mouvement étudiant reprenne une des discussions qui a animé tout le mouvement étudiant d'alors, du quartier latin à Caen en passant par Nantes, c'est à dire son rapport au mouvement ouvrier, après un printemps 2018 qui a vu les cheminots et les étudiants opérer de réelles tentatives de convergence.



Le printemps 2018 et le retour de la question de la convergence des luttes

Ce printemps, une fois de plus, la classe ouvrière, à travers les cheminots, s'est imposée comme sujet central de la lutte contre les attaques du patronat, représenté aujourd'hui par Macron. Car si le mouvement étudiant a quelque peu inquiété le gouvernement, notamment au moment où il s'agissait d'évacuer les facs occupées, c'est bien les cheminots qui étaient au centre des préoccupations du gouvernement, qui a tenté au printemps de faire plier un des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier, sans y arriver malgré trois mois de lutte et une défaite sur la question revendicative.

S'il existe toujours des gens pour dire que tous les mouvements sont égaux entre eux, le mouvement des cheminots a montré, malgré toutes ses limites, notamment en termes d'auto-organisation, que c'est bien la classe ouvrière, par sa place décisive dans le processus de production, qui est capable d'effrayer la bourgeoisie au point où elle est obligée de mentir publiquement sur les présupposés privilèges des cheminots qui étaient devenus, entre février et mars, des salariés payés 5000€ par mois et avaient plus de 75 jours de congé.

Pour les étudiants qui occupaient et bloquaient leurs facs, le lien avec le mouvement cheminot s'est tout de suite imposé dans la réalité politique. Si chronologiquement, le mouvement étudiant ne commence réellement à prendre de l'ampleur après le 22 mars, ce n'est pas seulement à cause de l'attaque fasciste qui a eu lieu à Montpellier : le même jour, un tiers des cheminots s'est mis en grève malgré les timides appels de la CGT Cheminots à une « journée de manifestation ». C'est la détermination des cheminots qui a ouvert la voie, pour la première fois depuis l'élection de Macron, à une victoire de notre classe sur le gouvernement. La centralité du mouvement cheminot s'est aussi rapidement imposée sur la question programmatique, avec dès le départ le sentiment des étudiants mobilisés qu'il fallait converger avec les cheminots, avec notamment la formule « les cheminots veulent pouvoir envoyer leurs enfants à la fac et les étudiants ne veulent pas payer 300€ par mois pour les transports » ou encore « même Macron même combat ». Là étaient les bases d'une réelle « convergence des luttes » entre cheminots et étudiants, qui, bien qu'insuffisamment développée, a pu faire émerger des questions qui semblaient quelque peu enfouies dans l'imaginaire du mouvement étudiant.

L'inconvénient avec l'expression « convergence des luttes », c'est qu'elle est assez floue pour que tous les courants de la gauche, qu'elle soit réformiste, autonome ou révolutionnaire, s'en revendique, expliquant que c'est la principale arme pour faire face à Macron et à ses réformes. Voilà un flou qu'il s'agit de préciser : aujourd'hui, il faut poser la question de la convergence comme celle d'une alliance entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier. Cette formule, loin d'être un simple exercice formel, permet surtout de mieux comprendre les tâches qui incombent aujourd'hui révolutionnaires dans le mouvement étudiant.

Reconstituer la force sociale du mouvement étudiant

Tout d'abord, poser la question comme celle d'une alliance entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier suppose d'une part l'existence d'une classe ouvrière seule capable d'être un moteur pour l'émancipation de tous les exploités et les opprimés.

Mais cela suppose aussi l'existence d'un mouvement étudiant compris comme une force sociale à un moment t. Cela paraît anodin, mais aujourd'hui beaucoup de camarades de lutte, notamment les autonomes, nient cette capacité des étudiants, à



se poser, face à des attaques du gouvernement, comme un mouvement étudiant en soi. Cette négation s'incarne par exemple dans le concept de « multitude » de Toni Negri, qui en effaçant ce caractère de force sociale au profit d'une dilution dans la multitude des individus en lutte contre le système capitaliste, efface la capacité du mouvement étudiant à se penser comme sujet politique.

Cela s'est incarné particulièrement à Tolbiac dans la dynamique de l'occupation, à travers la logique selon laquelle les personnes « légitimes » pour prendre les décisions ne sont pas les étudiants réunis en AG contre la sélection, mais l'ensemble des « occupants » de la Commune Libre de Tolbiac, qu'ils soient étudiants, sans-logis, sans-papiers, ou parfois même salariés. Si évidemment, l'attractivité de Tolbiac montre aujourd'hui la persistance, dans de nombreux milieux, de la volonté d'en découdre avec l'État bourgeois, la dynamique des AG d'occupations a tout simplement désarmé le mouvement étudiant, incapable de se recomposer autour de revendications qui lui sont propres et à mêmes de se constituer comme une force sociale.

Un seul contre-exemple semble émerger, celui du Mirail à Toulouse, où la faiblesse du mouvement autonome et une maturité politique plus développée qu'ailleurs, liée notamment au nombre important de mouvement locaux (lié à l'assassinat de Rémi Fraisse ou encore contre la fusion des universités toulousaines), ont fait que le mouvement toulousain a pu se développer autour de revendications plus « étudiantes ». Cela s'est fait sans corporatisme, avec un mouvement très lié à la grève des personnels administratifs, mais avec l'attention portée aux liens tissés avec des secteurs salariés, notamment les cheminots, même si cela reste pour l'instant au stade de démonstrations isolées, comme le meeting de soutien à la bataille du rail. Toutefois, il convient de préciser que la dynamique propre au Mirail en fait un cas assez particulier, avec depuis plusieurs années une lutte principalement centrée autour de l'enjeu de la fusion des universités toulousaines, et tirée en partie par les revendications des BIATSS.

A l'opposé des théories negristes sur la « multitude », une des facettes du mouvement étudiant à reconstruire dans la phase de transition actuelle dans laquelle il se trouve, c'est la reconstruction d'une identité du mouvement étudiant autour d'une question centrale, celle qui la touche en premier ordre, c'est à dire celle du rôle de l'université dans la société, de la critique de cette université bourgeoise qui subit aujourd'hui les attaques du patronat pour l'asservir la plus efficacement à ses intérêts, au mépris des aspirations des étudiants. Le débat, pourtant primordial, du rôle de l'université dans le système de domination bourgeois, est un débat que les révolutionnaire se doivent de relancer dans les universités.

En ce sens, les ateliers alternatifs qui ont pu être proposés dans les facs occupées n'ont été qu'un début de la lutte pour une autre université. Dire qu'il faut que le mouvement étudiant, qui est aujourd'hui dans une phase de transition, doit se repenser comme sujet propre avec ses revendications ne veut pas dire qu'il faut promouvoir une politique corporatiste comme a pu le faire l'UNEF en son temps. En effet, toute stratégie corporatiste qui penserait que les étudiants pourraient gagner seuls, ou que les occupants d'une fac pourraient gagner seuls sans alliance avec la classe ouvrière en lutte ne peut mener qu'à l'échec, comme l'ont tragiquement démontré les évacuations des facs occupées ce printemps.

Ce n'est cependant qu'un préalable nécessaire pour que les étudiants puissent s'allier en tant que sujet politique au mouvement ouvrier dans une idée d'alliance entre deux forces sociales. Cela est, par ailleurs, totalement en contradiction avec l'idée d'une convergence des luttes qui se ferait par des échanges entre des personnes de secteurs différents parlant en leur propre nom, que ce soit à l'échelle inter-individuelle ou grâce aux « AG de lutte » proposées ici ou là par certains courants autonomes.

Quel pacte étudiant-ouvrier aujourd'hui ?

Une des bases de l'alliance entre le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant est une critique radicale et sans compromis de cette université au service de la bourgeoisie. Aujourd'hui, si l'université a pour rôle central de former des travailleurs en fonction des besoins de l'économie capitaliste, il faut aussi voir son rôle dans la fabrique de l'idéologie dominante. Face à cela, les principaux écueils consistent nier son caractère de classe et vouloir d'une part ou bien « Sauver l'université » ou d'autre part vouloir, « ici et maintenant », à l'instar des autonomes, faire de l'université un lieu de vie alternatif émancipé du capitalisme.

Il s'agit plutôt, dans une logique « permanentiste », de s'appuyer sur les marges de manœuvre disponibles dans l'université pour esquisser ce que serait une fac au service des intérêts du plus grand nombre.

Ne peut-on pas imaginer que les médecins et biologistes qui réfléchissent à comment développer des vaccins et des médicaments utiles à tous et toutes (pour une contraception facile et accessible à tous, contre les maladies rares...) plutôt que les produits

cancéreux produits par Sanofi ?

Ne peut-on pas imaginer des ingénieurs qui réfléchissent à des voitures plus propres qui ne sont pas obsolètes après 150 000km, plutôt que réfléchir à des moyens de trafiquer les contrôles d'émission des particules du diesel comme on a pu le voir récemment ?

Ne peut-on pas imaginer des historiens qui cherchent à faire revivre l'histoire du mouvement ouvrier et de la lutte des classes plutôt que s'évertuer à expliquer par des démonstrations bancales que la classe ouvrière a disparu ?

Penser une université qui soit réellement au service de tous et toutes suppose de fait de passer, selon la formule née en 1968, « de la critique de l'université de classe à la critique de la société de classe ». Cette critique de la société de classe, et la compréhension, à l'échelle de masse, de la force prédominante de la classe ouvrière dans l'émancipation, doit être un des chantiers à reconstruire. En mai 68, les étudiants s'étaient rendus devant Renault Billancourt avec une banderole portant l'inscription « prenez de mains fragiles nos drapeaux de lutte », exprimant cette conscience de la centralité de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme. Reconstruire cette identité suppose aujourd'hui de développer, chaque fois que c'est possible, le soutien des étudiants au mouvement ouvrier en lutte, pour tisser ces liens et lui apporter tout ce dont il capable, de sa fougue à ses compétences (l'étudiant en droit ne pourrait-il pas défendre les grévistes poursuivis par le patron ; l'étudiant en droit ne pourrait-il pas participer à la déconstruction des discours de François Lenglet sur la crise ?). C'est une des raisons pour laquelle au printemps dernier, de nombreux camarades du NPA Jeunes ont poussé pour développer ces initiatives, à travers des meetings de soutiens, ou encore des concerts de soutien. Pour ne prendre que l'exemple de Tolbiac, le 14 avril, plus d'un millier de personne s'est pressée à Tolbiac pour alimenter les caisses de grèves des cheminots, en récoltant 6000€ en une soirée !

Cet exemple parmi d'autres incarne une des voies dans lequel le mouvement étudiant, à la croisée des chemins, pourrait s'engager : un mouvement étudiant qui lutte non seulement pour des facs ouvertes à tous et toutes, mais aussi pour une



fac utile à tous et toutes, en se solidarisant avec toutes les luttes des exploités et des opprimés, que ce soit les cheminots de la bataille du rail, mais aussi une jeunesse internationaliste, qui soutienne aujourd'hui les jeunes nicaraguayens qui se font aujourd'hui massacrer et les mouvements étudiants contre la casse de l'université en Argentine. Voilà, un des principaux bilans que l'on doit tirer de cette lutte contre la sélection : il faut renouer avec la tradition de 68 qui avait lié le destin des étudiants à celui de la classe ouvrière et de ses combats.

Printemps 2018 : nouvelles radicalités et tâtonnements du mouvement étudiant

Marina Garrisi

Après plusieurs mois de mobilisation et alors que le pouvoir fait face à des contradictions profondes, les débats qui ont traversé le mouvement étudiant semblent décisifs pour savoir si la jeunesse pourra jouer un rôle dans les affrontements à venir. C'est depuis cette perspective que nous cherchons à comprendre et à nous situer dans le processus de recompositions politiques et organisationnelles qui traversent actuellement le mouvement étudiant et la jeunesse.

Jeunesse et pouvoir

Si l'on en croit les chiens de garde du système, la jeunesse d'aujourd'hui ne serait rien d'autre qu'une bande « d'agitateurs professionnels », de casseurs en mal de sensations fortes et qui refuserait de se retrousser les manches et de s'affronter à la réalité. En effet, depuis le Printemps 2016 où la jeunesse s'est retrouvée aux avant-postes de la lutte contre la Loi Travail et son monde, c'est le credo qui est employé pour tenter de justifier la désaffection croissante d'une jeunesse à l'égard du système. C'est ce même discours réactionnaire qui nous a été resservi en boucle pour expliquer la mobilisation du printemps 2018 contre la sélection généralisée par Macron et sa loi ORE, et pour tenter de dépolitiser nos luttes.

Évidemment, ce processus infantilisant ne date pas d'hier et ne cache en réalité que la peur de ceux d'en haut de voir cette même jeunesse remettre en cause l'ordre établi. Déjà, dans les années 60, les médias et le régime se félicitaient de la « dépolitisation » des jeunes. La jeunesse se détournait soi-disant à l'époque, non seulement des partis et des idéologies, mais des idées tout court, et ne rêvait que de bien-être personnel. C'était juste avant mai 68… À l'époque Jean-Paul Sartre était monté au créneau pour combattre ce présupposé : « Dire de la jeunesse qu'elle est dépolitisée, c'est souhaiter qu'elle le soit et travailler à ce qu'elle le devienne un peu plus. Le fait que les jeunes gens s'intéressent moins directement au combat politique sert d'alibi pour les en détourner davantage encore. » 50 ans après on ne peut qu'être d'accord avec lui lorsqu'on se rappelle des mots d'Emmanuel Macron qui tente de nous décrédibiliser en annonçant à la télévision qu'il n'y aurait « aucun examen en chocolat » pour les dizaines de milliers d'étudiants mobilisés.

Une nouvelle génération politique

N'en déplaise à Macron la jeunesse d'aujourd'hui est au contraire bien plus politique et radicale qu'elle ne l'a été ces dernières années. Ce processus remonte au moins au Printemps 2016, lorsque la Loi Travail a fait déborder le vase déjà trop plein de la politique anti-sociale et réactionnaire d'Hollande et du retournement de veste du PS qui avait promis de faire de la jeunesse sa priorité. La mobilisation contre la loi travail a signé la fin de la période d'atonie relative mais bien réelle qui s'était imposée depuis la victoire contre le CPE, et malgré quelques tentatives échouées bien que prometteuses contre la LRU 1 et 2 dans les années 2010. Ce réveil de la radicalité d'une partie de la jeunesse depuis 2016 a entraîné une recomposition du mouvement étudiant, de ses organisations et de son identité subjective. Ce nouveau souffle est porteur d'espoir pour tous ceux qui espèrent en finir avec le système, car le mouvement étudiant et la jeunesse ont souvent été les catalyseurs de mouvements plus profonds dans le passé. À condition que cette nouvelle génération politique parvienne à résoudre les questions stratégiques auxquelles elle s'est confrontée tout au long du printemps 2018, et sur lesquelles nous sommes revenus à l'occasion de cette brochure.

Pour comprendre les formes de politisation de cette nouvelle génération politique, nous devons revenir sur les principales expériences qui l'ont vu naître et qui continuent à la façonner. À commencer par celle de la répression policière qui a été un moyen central de contention employé par le gouvernement Valls en 2016, et qui s'est imposée jusqu'à aujourd'hui comme la principale méthode pour faire rentrer la jeunesse dans les rangs, comme en témoigne les évacuations violentes des universités occupées ou les nombreuses interpellations policières qui ont jalonné les 4 mois de mobilisation étudiante. Ce recours systématique à la violence est le témoin d'une difficulté croissante pour le pouvoir à susciter l'adhésion et à produire du consensus, et est un marqueur supplémentaire de la crise d'hégémonie des classes dominantes, et ce malgré les tentatives des gouvernements successifs de réduire la colère de la jeunesse à un phénomène marginal et apolitique. Et il y a tout à parier que cette réponse autoritaire empire avec la rentrée, puisque le colosse aux pieds d'argile Macron se heurte à des contradictions profondes qui l'affaiblissent considérablement, une situation dans laquelle la jeunesse pourrait être l'étincelle qui allume la mèche.

Si la répression du gouvernement est un frein à la mobilisation étudiante et peut contribuer comme ce printemps

à siffler la fin, au moins provisoire de la contestation, elle exprime avant tout la faiblesse du gouvernement et cette politique de la matraque pourrait bien vite se retourner contre lui. En effet, les violences policières sont également et de manière combinée un profond facteur de radicalisation, car elles sont le reflet de ce qu'incarne le pouvoir d'État. De ce point de vue le (re)développement de phénomènes comme le black bloc ou le cortège de tête, témoignent de la colère à l'égard de la police et de la volonté de s'organiser pour refuser collectivement de s'y plier. À l'inverse, les organisations plus traditionnelles du mouvement étudiant à l'image des syndicats étudiants comme l'UNEF qui refusent généralement de prendre en charge la question de la répression et des violences policières, sont confrontés à une crise militante sans précédent depuis 2016, et sans qu'on sache s'ils parviendront à se recomposer. La stratégie de ces organisations qui se réduit grosso modo à une politique d'appareil de contention bureaucratique de la colère et d'une déviation de cette dernière sur le terrain de la négociation avec le pouvoir en place, apparaît comme totalement incapable de reprendre la main sur cette nouvelle génération politique. Et c'est au contraire les courants autonomes qui capitalisent aujourd'hui et qui apparaissent capables de proposer des perspectives pour cette frange radicalisée de la jeunesse.

De quoi l'autonomisme est-il le nom ?

Ce qu'on appelle l'autonomisme, et qu'il faudrait écrire au pluriel, car il existe une pluralité de variantes, n'est pas un phénomène politique nouveau, et s'est notamment fait remarquer au cours des années 70 où il a connu son âge d'or à l'occasion de l'automne et de l'opéraïsme italien. À cette époque l'autonomisme n'a pas encore rompu définitivement avec le marxisme révolutionnaire et son attachement stratégique à la classe ouvrière comme en témoigne d'ailleurs son nom (opéraisme qui signifie ouvriérisme en italien). Mais il s'agit déjà d'une version qui se revendique spontanéiste et qui se caractérise par sa méfiance à l'égard des organisations du mouvement ouvrier traditionnel, qui sont alors hégémonisées par les staliniens, et qui revendique (au contraire de la tradition léniniste) que la vraie radicalité ouvrière se trouve dans les rangs des travailleurs inorganisés. Bien que les courants de l'autonomisme contemporains soient différents en bien des égards de l'opéraisme italien, qui avait au moins le mérite d'organiser des secteurs réels de travailleurs, on retrouve chez eux cette même méfiance à l'égard des organisations de la classe ouvrière, au point d'être devenue une haine de toute forme d'organisation en général. Ce qui a fini par devenir un véritable frein pour construire une mobilisation de masse, car si l'on ne peut qu'être d'accord avec nos camarades autonomes sur la dénonciation de l'action des directions bureaucratiques (du mouvement ouvrier, mais aussi, on l'a dit, des organisations de jeunesses) on ne peut que regretter que cette méfiance se transforme en un culte de la spontanéité mais aussi de l'action minoritaire et désorganisée. Cette conception politique a des effets nocifs immédiats, puisque c'est notamment elle qui a amené ces mêmes courants à s'interposer à la tentative de construire des organes de centralisation démocratique nécessaires pour coordonner les différentes facs mobilisées à l'échelle nationale (CNE) défendue par les militants marxistes révolutionnaires pour qui la lutte contre la bureaucratie ne peut se faire qu'en s'appuyant sur l'action de masse et les méthodes de l'auto-organisation.

Cette recherche de l'action minoritaire est pourtant loin d'être à la hauteur de ce qui a permis de faire reculer le gouvernement en 2006 après la promulgation du CPE, c'est-à-dire la mobilisation massive des étudiants et des lycéens, mais aussi des travailleurs, qui se sont organisés sur leurs lieux d'études et de travail et qui ont battu le pavé ensemble par centaines de milliers. Au sein des courants autonomes, elle correspond en outre à une analyse de la nature du pouvoir qui serait devenu total et diffus au point de n'être identifiable en aucun point spécifique, un pouvoir sans centre ou « acéphale » comme dirait Toni Negri, figure de l'autonomisme du début du XXIème siècle et qui continue d'influencer les courants autonomes aujourd'hui. On reconnaît également l'influence de penseurs comme Michel Foucault ou Gilles Deleuze qui ont eux aussi largement contribué à renouveler l'arsenal théorique avec lequel les théories critiques ont pensé les questions de pouvoir et d'émancipation à partir des années 60-70. En effet, à partir du moment où le pouvoir n'est plus compris comme appareil d'État centralisé (Foucault disait vouloir débarrasser l'État « du modèle du Léviathan »), la question de la prise du pouvoir, qui est au centre des théories critiques et notamment des courants marxistes, se voit abandonnée progressivement. A la politique comme volonté de changer l'ordre existant à l'échelle de la société se substitue la micropolitique (ou biopolitique), cette sublimation de ce qui est minoritaire, singulière, et qui se libère de la domination et du pouvoir par un acte de résistance individuel. La perspective de la révolution est elle aussi rejetée, ou du moins éclatée en une multitude de processus microscopiques, en « révolutions minimalistes » et plurielles. Dès lors, la hiérarchie entre un cassage de vitrine de banque et une action de masse a tendance à s'effacer et il devient impossible sinon inutile de chercher à massifier les rangs des mobilisés, comme n'ont pas cessé de nous le répéter les militants autonomes ce printemps. Mais, pour reprendre les mots du théoricien et militant marxiste Daniel Bensaïd, « la question de l'Etat est-elle soluble dans celle des pouvoirs ? », ou autrement dit, est-il sérieux de vouloir faire reculer Macron à travers une série désarticulée de luttes isolées ?

Ce qui transparaît de l'autonomisme, quand on creuse sous la surface, c'est le profond scepticisme qui les caractérise, cette incrédulité profonde dans notre capacité non pas seulement à

résister, mais à gagner contre ce système. En effet dès lors que le pouvoir est considéré comme totalisant, il n'y a plus de place pour les stratégies de l'émancipation collective et de la révolution comprise comme prise du pouvoir et destruction du système. Il ne peut y avoir de place que pour la résistance, radicale certes et qui n'a pas peur de la violence, mais la résistance sans horizon de rupture. L'occupation de lieu devient le mode privilégié de l'action politique, que ce soit pour empêcher la réalisation de « grands projets » inutiles comme c'était le cas à la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, ou comme expression de contestation comme au cours de ce printemps 2018. La radicalité ne peut s'exprimer que comme acte de résistance à travers des enclaves libérées d'un pouvoir totalisant.

En conséquence, la recrudescence de l'influence des courants autonomes témoigne à la fois d'une radicalité nouvelle que l'on rencontre au sein de cette nouvelle génération politique et plus largement au sein de la jeunesse contemporaine, mais exprime également le poids persistant du scepticisme caractériel des années 90. Ces années constituent l'environnement social, politique et idéologique dans lequel a grandi notre génération et se sont notamment caractérisées par le triomphe du néolibéralisme et l'avènement du postmodernisme comme théorie du social et comme incrédulité à l'égard de la révolution. Dans un contexte où Macron fait face à des contradictions de plus en plus profondes qui pourraient l'amener à être confronté à une situation de crise sociale et politique importante, cette nouvelle génération politique pourrait jouer un rôle important pour accélérer la crise du macronisme et entraîner le mouvement ouvrier dans la bagarre. Cela suppose de tirer les bilans de cette nouvelle génération qui a fait ses premières classes ces dernières années, notamment de la matrice autonome qui l'a en grande partie structurée.

